

RAPPORT ANNUEL 2013



RAPPORT ANNUEL **2013**

Association pour le progrès des communications

ASSOCIATION POUR LE PROGRÈS DES COMMUNICATIONS
RAPPORT ANNUEL 2013

Rédactrice : Mallory Knodel

Rédactrice adjointe : Lori Nordstrom

Traduction de l'anglais : Karine Ducloyer

Conception graphique: MONOCROMO
info@monocromo.com.uy



Rapport annuel d'APC 2013
ISBN : 978-92-95102-14-9
APC-201406-APC-AR-FR-DIGITAL-205

Licence Creative Commons : Attribution-Pas d'utilisation commerciale-Pas de Modification 3.0
<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0>

Juillet 2014

SOMMAIRE

De notre Directrice	5
De notre Présidente	9
À propos d'APC	11
Impacts	12
Gouvernance	55
Rapport financier	63
Remerciements	66



ANRIETTE ESTERHUYSEN

Directrice Exécutive d'APC

DE NOTRE DIRECTRICE

QUEL EST LE POINT COMMUN ENTRE EDWARD SNOWDEN ET MISS INTERNET BALI ?

ON POURRAIT RÉPONDRE pour faire vite que tous les deux ont donné bien du travail à APC en 2013. En réalité, ils sont tous les deux la preuve du chemin qu'il reste à parcourir dans la lutte pour les droits humains et l'égalité de genre sur l'internet.

Edward Snowden, en dénonçant la surveillance massive des communications en ligne par les gouvernements, pour les gouvernements et sur les gouvernements – et bien-sûr, sur nous tous – aura été le grand événement de l'année 2013.

Les informations, révélées au compte gouttes après une présélection des journalistes – avec un formidable mélange de courage et de professionnalisme – ont tout à la fois stimulé et ébranlé le mouvement pour la liberté et les droits de l'internet.

Ces informations étaient-elles inattendues ? Pas vraiment. Mais avoir la preuve de la collaboration entre les entreprises de l'internet et l'Agence de sécurité nationale du gouvernement des États-Unis, et de la collaboration entre de nombreux gouvernements auto-proclamés garants de la liberté sur l'internet, a finalement été exactement ce dont le mouvement pour la liberté de l'internet, en pleine croissance, avait

besoin pour faire éclater la bulle dans laquelle il se trouvait.

Tout cela s'est avéré à la fois positif et négatif, apportant des défis à relever mais aussi de nouvelles opportunités. Il est important d'être confronté à la réalité. Et cette confrontation a eu autant d'impact parmi les employés des gouvernements impliqués que parmi les activistes travaillant avec eux et ceux qui contestent leur politique. Elle a mis en évidence l'inutilité et l'hypocrisie fondamentale du discours opposant « bons » et « mauvais » gouvernements (auquel APC s'oppose depuis le début de son travail sur les droits de l'internet à la fin des années 1990). Mais elle leur a aussi malheureusement octroyé un répit public à large échelle en raison du nombre de gouvernements réalisant des surveillances (massives et ciblées) au mépris du droit à des procédures régulières. Toutes les discussions sur la surveillance tournent maintenant autour de ce qui se fait aux États-Unis, au Royaume-Uni ou en Suède. Très peu s'intéressent à ce que font les autres gouvernements, et même alors, ces gouvernements ont beau jeu de dénoncer les violations aux droits commises aux États-Unis.

Autre point important survenu avec les révélations de Snowden, la question des

métadonnées et l'acceptation croissante, parmi la plupart des utilisateurs, des conséquences de l'exploitation des données dans les modèles d'entreprise. Le droit à la protection des données privées a regagné sa place auprès du public, qu'il aurait dû et devrait conserver jusqu'à ce que l'on arrive à obtenir pour lui respect et protection.

Les utilisateurs de l'internet sont victimes d'un double compromis : celui que les gouvernements tentent sans cesse de nous vendre, que si nous voulons nous libérer de la criminalité et du terrorisme il nous faut abandonner certains de

nos droits, et le nouveau compromis affirmant que nous devons abandonner notre droit à la vie privée, nos pensées, nos goûts, désirs et amis pour « améliorer » notre expérience sur l'internet, qui sera plus conviviale et sophistiquée.

Nombre d'entre nous étaient déjà et restent cyniques quant à ces compromis. Mais nous n'avons pas réalisé l'importance des négociations autour de ces compromis, entre gouvernements et corporations devant s'allier, pas toujours très confortablement il faut l'avouer, selon un modèle d'entreprise qui convienne aux intérêts des deux groupes.

QUE SIGNIFIE POUR APC CETTE ANNÉE SNOWDEN ?

Tout cela a principalement accentué notre détermination à renforcer et élargir notre travail en matière de droits de l'internet. Cela a confirmé notre engagement envers la lutte pour la liberté d'expression et d'association sur l'internet, et pour les protections et droits qui permettent de la garantir – et notamment l'accès, le droit à la vie privée et l'anonymat.

Cela nous a également stimulés pour dénoncer le discours politique actuel sur l'internet et les droits humains, unidimensionnel et exclusif. D'énormes lacunes se font jour dans la recherche, l'analyse, le discours général, le plaider et le réseautage sur l'internet et les droits humains¹. Celles-ci sont reflétées dans le déficit en politiques, réglementations et gouvernance

de l'internet liés aux droits humains. Que ce soit à niveau national ou international, les politiques et réglementations en matière d'internet ne visent pas à la création d'un environnement qui permette l'amélioration des droits économiques, sociaux et culturels². Lorsque ces politiques tentent de lier réglementation de l'internet et droits humains, elles concernent presque exclusivement les droits civils et politiques, et le plus souvent elles proviennent des pays développés. Le discours habituel sur les droits de l'internet ne prend pas en compte les questions que les acteurs des pays en développement estiment importantes d'après leur contexte. Les pays en développement suivent en général sans grande conviction, lorsqu'ils ne s'y opposent pas activement, les politiques et réglementations de l'internet basées sur les droits.

C'est également ce qui arrive avec les droits des femmes et ceux des minorités sexuelles. L'élection de « Miss Internet Bali » aura été un

1 Certains États ont adopté des lois qui reconnaissent l'accès à l'internet comme un droit humain, p. ex. la Finlande en 2010 (www.bbc.co.uk/news/10461048). Beaucoup reconnaissent la liberté d'expression. Lors de la 20^e session du Conseil des Droits de l'Homme, une résolution historique reconnaissant que les droits humains s'appliquaient aussi en ligne a été adoptée à l'unanimité. Elle mentionne le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et fait référence au développement, mais elle cible la liberté d'expression sans mentionner les droits économiques, sociaux et culturels. Voir le texte complet à : daccess-ods.un.org/TMP/8914048.07567596.html

2 Il est important de ne pas confondre dans les politiques et réglementations liées à l'internet, approche portant sur les TIC pour le développement et « approche basée sur les droits » qui s'applique aux droits sociaux et économiques.

des hauts faits de 2013³. Avec le lancement d'un programme pour « la promotion de l'utilisation saine, productive et en toute sécurité de l'internet dans la société indonésienne », le gouvernement indonésien a également renforcé les stéréotypes de genre. À l'origine, la campagne était représentée par une femme vêtue comme la gagnante d'un concours de beauté. Le Forum sur la gouvernance de l'internet (FGI) 2013, qui avait lieu à Bali, devait permettre de faire la promotion de l'initiative, ce qui a immédiatement soulevé un taulé général parmi APC et de nombreuses autres associations. Nous avons continué, avec nos partenaires en Inde et en Indonésie, à examiner le terrain complexe des droits sexuels, et à lutter contre le contrôle du contenu en ligne ayant pour thème le sexe, l'identité et l'orientation sexuelle, l'expression sexuelle et la santé reproductive et sexuelle. Pour combattre la violence envers les femmes à travers les TIC, notre travail a consisté à collecter des témoignages, tenter de comprendre les expériences des femmes et identifier des solutions en termes de qualité de service auprès des fournisseurs de service et à niveau juridique.

Les principaux domaines d'activité de la nouvelle stratégie élaborée entre membres et conseil d'administration pour la période 2013-2016 reflètent ce que nous avons appris et ce que nous souhaitons obtenir :

Principaux domaines d'activité 2013-2016 :

1. Sécuriser et défendre les droits de l'internet et son accès
2. Favoriser la bonne gouvernance de l'internet
3. Renforcer l'utilisation et le développement des technologies transformatives

4. Mettre un terme à la violence envers les femmes basée sur les technologies

5. Renforcer les réseaux de la communauté d'APC.

Les membres se sont également accordés sur les trois objectifs transversaux suivants pour la période couverte par le plan :

- Élaborer des « biens communs informationnels »
- Favoriser la diversité linguistique
- Promouvoir l'égalité de genre et l'émancipation des femmes.

Nous espérons que vous apprécierez la lecture du Rapport annuel 2013 d'APC, qui présente certains résultats des membres d'APC et de ses programmes dans le cadre de ces priorités.

Je remercie l'équipe d'APC pour son enthousiasme et sa créativité, le conseil d'administration, toujours prêt à nous guider et à apporter sa contribution quand nécessaire, ainsi que nos partenaires et sympathisants, et par dessus tout les membres d'APC qui font de notre association un réseau vivant en pleine croissance.

³ « Miss Internet Bali » et la participation des femmes au Forum sur la gouvernance de l'internet 2013. <https://www.apc.org/en/node/18655>



VALENTINA PELLIZZER

Présidente

DE NOTRE PRÉSIDENTE

2013 AURA DURÉ BIEN PLUS de 365 jours. On pourrait en fait mesurer cette année en termes de représentation de groupes et de personnes, et des liens qui se sont formés entre eux. Certains représentants d'organisations communautaires, elles-mêmes membres de communautés plus importantes, sont entrés dans des processus formels. La communauté APC assume ce défi de représenter l'ensemble de cette diversité avec les forces de nos activistes qui luttent sans fléchir pour les droits humains numériques.

En ce qui nous concerne, le combat à niveau local ne diffère pas du combat international. Cette interconnexion totale est possible car aucune de nos organisations n'est isolée des autres, puisque nos intérêts principaux sont eux-mêmes interconnectés.

Une telle diversité n'est pas exempte de complications. La connexion n'est pas la même pour tous, et nous ne sommes pas tous équipés de la même façon. Les coûts de connexion font qu'il n'est pas toujours possible d'assurer une égalité de participation au niveau local ou international.

La langue est un autre facteur qui influe sur la participation. La langue utilisée dans la communauté internationale de l'internet, notamment dans les organismes de gouvernance de l'internet et les sociétés technologiques, est une langue imposée puissante. Les décisions importantes se font en anglais, deuxième langue pour

nombre d'activistes, de militants pour les droits humains et les droits numériques, une langue qu'ils doivent apprendre, comprendre et utiliser en tentant d'une façon ou d'une autre de préserver leurs spécificités culturelles.

La question des plates-formes est également problématique. Nous ne sommes pas maîtres des sites où nous livrons nos batailles internationales et même locales. Google, Facebook et de nombreux autres services en ligne dématérialisés prennent en compte les préoccupations du public, si bien que notre discours doit entrer dans le cadre des conditions d'utilisation de ces sociétés.

Mais il suffit de feuilleter ce rapport pour se rendre compte de l'incroyable capacité de la communauté APC à en atténuer les effets. Les discussions sont incessantes d'un pays et à l'autre, d'une langue à l'autre, d'une culture à l'autre, et entre tout le monde, ensemble, sur l'infrastructure que nous avons bâtie.

Les expériences, les modèles et initiatives menées à niveau local sur des sujets aussi divers que la diversité linguistique, l'accès à l'infrastructure et les droits des femmes font partie d'un objectif unique, et connectent la continuité de nos savoirs avec la discontinuité de notre espace physique.

Le rôle d'APC en tant qu'organisation est essentiel pour fournir des espaces qui permettent à toutes ces conversations d'avoir lieu simultanément. Le

Rapport annuel d'APC est devenu, plus qu'une reddition de comptes abstraite, un lieu de travail collectif réalisé par de nombreuses personnes, pour raconter l'expérience de l'une des nombreuses communautés locales qui luttent pour un même combat virtuel international.

Cet exercice complexe est sans fin. Il se renouvelle lui-même ; ce qui arrive à un groupe entre dans la mémoire collective et le réseau dans son ensemble oriente ses efforts en fonction de notre expérience commune.

Qu'il s'agisse de vidéos sur les migrants de Malaisie ou d'enregistrements de fermiers Kenyans,

de la protection des données personnelles dans les initiatives de santé numérique au Brésil ou de maintien du réseau sans fil dans un pays en guerre comme le Nigéria, du soutien apporté au journalisme indépendant pour renforcer la liberté d'expression et la démocratie en Bulgarie et en Macédoine ou de promotion de la liberté sur l'internet en Ouganda, de lutte contre la violence basée sur le genre au Cambodge ou de contribution à la conservation des langues indigènes à travers les TIC en Colombie, tous ces succès et de nombreux autres qui se trouvent dans ce rapport démontrent combien la diversité est le principal moteur d'APC.

À PROPOS D'APC

NOTRE VISION

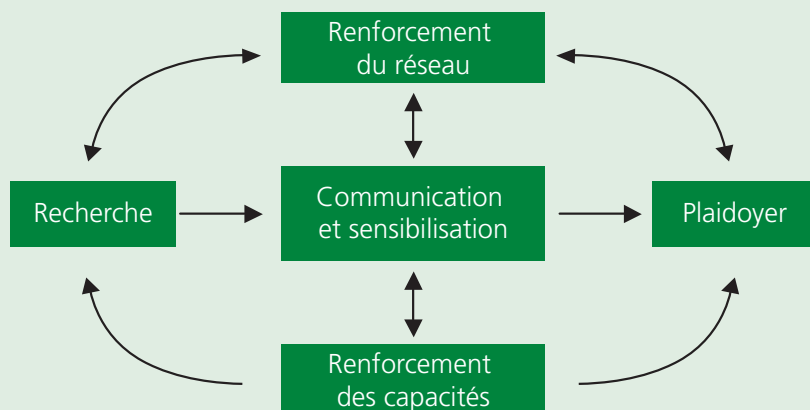
Toute personne doit pouvoir avoir un accès facile et à un coût abordable à un internet libre et ouvert pour améliorer ses conditions de vie et créer un monde plus juste.

NOTRE MISSION

La mission d'APC est d'apporter son soutien aux organisations, aux mouvements sociaux et aux individuels pour développer, à travers les TIC, des communautés et des initiatives stratégiques qui contribuent efficacement au développement humain équitable, à la justice sociale, aux processus participatifs des politiques et au développement durable.

LA THÉORIE DU CHANGEMENT D'APC

Nous croyons pouvoir accomplir notre mission par le biais de cinq stratégies interdépendantes : la recherche, le plaidoyer, le renforcement du réseau et des capacités, la communication et la sensibilisation. Les données de recherches, pour être réellement utiles à la communauté d'APC, doivent être diffusées efficacement, soutenant ainsi le travail de plaidoyer et finalement obtenir un changement, notre objectif ultime.



Voici comment nos activités se renforcent mutuellement. Par exemple, une étude de recherche sera publiée pour influencer des politiques. La recherche peut également produire des outils d'apprentissage utilisés pour les interventions de renforcement des capacités. Illustration : APC

IMPACTS

1. AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ET DÉFENDRE L'ACCÈS ET LES DROITS DE L'INTERNET

Plaider pour un accès libre et à coût abordable à l'internet pour les communautés qui en ont le plus besoin

En Afrique du Sud, au Nigéria et en République dominicaine, des consultations publiques pour la formulation de politiques nationales relatives au large bande ont permis de plaider directement à niveau national pour l'accès et le large bande, par le biais de soumissions officielles. Le personnel d'APC a été invité à participer au Groupe de travail sur le large bande et le genre de la Commission « Le large bande au service du développement numérique » pour contribuer à l'intégration des questions de genre au travail de la commission⁴. APC a également apporté sa contribution aux recommandations de politiques relatives au genre, à l'accès et au large bande pour le programme de développement post-2015 de l'Assemblée générale de l'ONU, et a participé à la 12^e Conférence sur les femmes d'Amérique latine à Saint-Domingue, pour contribuer à l'évaluation des progrès en matière de genre, d'accès aux TIC et de politiques de TIC dans la région Amérique latine et Caraïbes (ALC).

En 2013, APC a rejoint l'Alliance for Affordable Internet⁵ (A4AI – Alliance pour un internet à prix abordable) qui offre des conseils stratégiques pour aider notre organisation à réduire plus efficacement les coûts de l'accès à l'internet. L'Union internationale des télécommunications (UIT) a également été contactée sur des questions relatives à l'accès à l'internet pour répondre à la consultation en ligne sur les questions de politiques publiques internationales ayant trait à l'internet⁶.

ACTIVITÉS À VENIR

Si les résultats de ces activités visant à améliorer l'accès mettront du temps à se faire sentir, il s'agit d'une étape primordiale en ce qui concerne l'influence obtenue sur les politiques relatives à l'accès, notamment en Afrique. Depuis 2014 APC travaille avec la Fédération internationale de bibliothécaires et d'institutions (IFLA) pour que les décideurs et les régulateurs prennent conscience de l'importance spécifique de l'accès public.

Les politiques nationales de partage d'infrastructures sont essentielles à la garantie d'une connectivité à prix abordable ; voilà pourquoi APC a commencé à identifier les meilleures pratiques

⁴ Groupe de travail de la Commission du large bande sur le large bande et le genre (2013). Doubling Digital Opportunities Enhancing the Inclusion of Women & Girls In the Information Society. Suisse : UNESCO. www.broadbandcommission.org/Documents/working-groups/bb-doubling-digital-2013.pdf

⁵ www.a4ai.org

⁶ APC. (2013). APC Perspectives on the Revision of the International Telecommunication Regulations (ITRs). Afrique du Sud: APC. <https://www.apc.org/fr/node/17082>



Réunion de la commission « Le large bande pour le développement numérique » à New York le 21 septembre 2013.
PHOTO : <https://www.flickr.com/photos/itupictures>

de politiques de partage en termes d'infrastructures La recherche s'appuiera sur les études de cas de dix pays en développement, avec un suivi au cours d'ateliers régionaux organisés pour les régulateurs dans trois régions africaines (dans le sud, le centre et l'ouest de l'Afrique).

**Un spectre ouvert et une migration
au numérique qui contribuent à
l'obtention de prix abordables pour
l'accès à l'internet en Afrique**

En 2013 APC a mené un grand projet de sensibilisation pour une meilleure compréhension du processus de migration de l'analogique vers le numérique des téléviseurs au Cameroun. Celui-ci, réalisé avec le membre d'APC PROTEGE QV, comportait une recherche approfondie menée sur place et des consultations publiques destinées à fonder les contributions à la stratégie nationale de migration numérique du pays. Un guide détaillé de 100 pages dédié à la migration

au numérique⁷ a été offert au gouvernement du Cameroun, et un article de plaidoyer, publié pour circulation interne de la Banque mondiale, a été utilisé au cours des séances publiques d'information à ce sujet⁸.

APC a également fondé et apporté son soutien à des ONG locales au Mozambique, en Ouganda, en Côte d'Ivoire et au Nigéria pour organiser des ateliers de sensibilisation à la migration nationale au numérique et élaborer des projets de sensibilisation nationale. APC a préparé des documents d'information, un animateur pour les ateliers, un site web proposant des informations et des liens vers des documents inté-

7 Adam, L., Jensen, M., Song, S., et Southwood, R. (2013). *Guide pratique de la migration au numérique au Cameroun*. Johannesburg : APC, Balancing Act et la Banque mondiale. www.apc.org/fr/system/files/APC_CameroonDSO-FR.pdf

8 Banque mondiale (2013). Development, the Digital Divide and the Digital Switchover (DSO): Why the DSO in Africa (really) matters. Note 04 politique de TIC. http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDS/IB/2014/01/15/000333037_20140115161648/Rendered/PDF/839900BRI0ict00Box0382124B00PUBLIC0.pdf

ressants, et un ordre du jour pour ces réunions nationales.

Pour mieux sensibiliser sur les questions relatives à l'accès dans la région, APC a organisé un atelier d'une demi-journée sur l'accès lors du Forum africain 2013 sur la gouvernance de l'internet (AfIGE) à Nairobi, sur les thèmes de la gestion du spectre radio et de la migration au numérique.

ACTIVITÉS À VENIR

De nombreux pays ont des difficultés à mettre en place le processus de la migration au numérique ; on estime qu'en Afrique uniquement, 50 pays manqueront probablement la date accordée par l'UIT de juin 2015 pour la fin des services analogiques. Au Kenya, la migration au numérique est dans l'impasse en raison de batailles juridiques entre régulateur et groupes de consommateurs, et même l'Afrique du Sud, avec les ressources dont elle dispose, a des années de retard. APC a l'intention de continuer à apporter son soutien aux débats concernant ces questions et à sensibiliser sur la migration au numérique et le spectre radio.

Améliorer le large bande grâce à une utilisation innovante du spectre radio

Il existe de nouvelles possibilités de large bande sans fil grâce au spectre non utilisé des longueurs d'ondes de la télévision – également appelées espaces blancs (TVWS) – et inutile pour cela d'attendre le passage au numérique. La plus grande partie du spectre alloué à la télévision est inutilisée dans les pays en développement (ainsi que dans les régions rurales des pays développés), et la basse fréquence de ces longueurs d'ondes est idéale pour les liens longue distance sans visibilité directe.

Pour sensibiliser au potentiel des espaces blancs, APC a participé à deux réunions régionales et deux réunions internationales de plaidoyer et d'apprentissage sur les TVWS en 2013. APC a

co-organisé un Forum des TVWS à Dakar, qui a attiré des participants de 35 pays, notamment six représentants de régulateurs et de décideurs nationaux de pays d'Afrique⁹. APC a également participé aux ateliers de la région ALC sur la numérisation de la télévision et la liberté d'expression, organisés par l'OSF et l'OAS pour discuter des normes de migration à la télévision numérique dans la région. Nous avons en outre présenté nos résultats de recherche et nos recommandations de politiques lors du FGI d'Afrique occidentale et lors du FGI mondial à Bali.

De plus, APC a mené des études de terrain pour collecter des informations à partir des essais menés avec les espaces blancs dans la ville du Cap et à Nanyuki au Kenya, et Mike Jensen, membre du personnel d'APC, a rédigé un chapitre pour le livre « TV white spaces: A pragmatic approach », édité par Ermanno Pietrosemoli de notre organisation membre EsLaRed avec le soutien du Centre international de physique théorique de Trieste en Italie.



Une antenne captant les espaces blancs de télévision apporte le large bande à des écoles locales de la ville du Cap dans le cadre des essais TVWS d'Afrique du Sud.

PHOTO : Mike Jensen

9 APC. (6 juin 2013). Les nouvelles technologies sans fil permettent la coexistence de l'internet et de la radiodiffusion sur les ondes. APCNouvelles. <http://www.apc.org/fr/press/les-nouvelles-technologies-sans-fil-permettent-la>



Graffiti représentant Edward Snowden et Chelsea Manning trouvé en Norvège.

PHOTO : <https://www.flickr.com/photos/makarelllos>

ACTIVITÉS À VENIR

APC continue son travail de sensibilisation aux technologies alternatives pour l'accès, avec la mise en place d'un projet de connectivité par TWWS pour les écoles en 2014, et la contribution à un atelier international sur les réseaux communautaires appartenant à des intérêts locaux.

Sensibiliser aux effets de l'internet sur les droits humains

2013 aura marqué le début d'une nouvelle ère dans la garantie des droits de l'internet et leur défense. Les révélations de surveillance massive, les mauvais traitements infligés aux dénonciateurs, l'augmentation de la violence à l'égard des femmes perpétrée en ligne et les blocages de plus en plus fréquents de contenus ont donné un nouvel élan à la sensibilisation sur la menace envers les droits humains que peut représenter l'internet, et ce même parmi les personnes qui connaissent bien ces questions des droits de l'internet.

APC a inclus à son travail sur les politiques et la gouvernance des droits de l'internet les questions de droits sexuels, de droits des femmes et de droits économiques, sociaux et culturels.

Le projet d'APC « EROTICS : Sexe, droits et internet » a mené une enquête internationale de suivi en huit langues pour étudier les effets de l'internet sur le travail des activistes qui luttent pour les droits sexuels¹⁰. Les résultats ont fourni des arguments pour le plaider et ont servi lors du Forum international sur la gouvernance de l'internet 2013 à sensibiliser aux effets de l'internet sur les défenseurs des droits des femmes et des droits sexuels¹¹. Dans ses Conclusions, le président du FGI fait spécifiquement référence aux activistes des droits sexuels et à l'égalité de genre¹².

10 Sivori, H., & Zilli, B. (2013). Survey on sexual activism, morality, and the internet: Preliminary analysis. Brésil : APC. erotics.apc.org/research/global-monitoring-survey

11 <https://www.apc.org/en/blog/connecting-our-rights-igf2013-women-and-sexual-rig>

12 Pages 16 et 3, respectivement : Chair's Summary IGF 2013 disponible sur : www.intgovforum.org/cms/Chair's%20Summary%20IGF%202013%20Final.Nov1v1.pdf

L'édition 2013 de l'Observatoire mondial de la société de l'information : Les droits des femmes, genre et TICs¹³ nous a permis de sensibiliser à la complexité des effets de l'internet sur les droits humains des femmes. La septième édition de l'OMSI met le doigt sur les grandes différences d'accès à l'internet entre hommes et femmes dans de nombreux pays, et l'augmentation des filtres internet à caractère protectionniste, qui limitent l'accès à des informations basiques de santé sexuelle. Les rapports de pays montrent combien, si l'internet a ouvert un espace pour l'engagement politique et la responsabilisation des gouvernements dans certains pays, il a également donné lieu à une généralisation des invasions dans le domaine privé, du harcèlement cybernétique, de menaces et de violence à l'égard des femmes.

ACTIVITÉS À VENIR

APC continuera son travail de sensibilisation aux effets de l'internet sur les droits économiques, sociaux et culturels par le biais de nouvelles recherches dans l'hémisphère Sud sur l'accès au savoir et le droit à la culture ainsi que par le renforcement du plaidoyer des activistes pour les droits sexuels. Nous travaillerons également, avec l'aide de l'ensemble du réseau APC, à la révision de la Charte des droits de l'internet d'APC.

Nous allons également mettre en place de nouvelles stratégies pour améliorer la sensibilisation à la question des droits humains sur l'internet à travers des projets en Malaisie, au Pakistan, en Inde, dans les régions du Maghreb-Mashreq et d'Amérique latine.

Orienter le débat vers la question de la responsabilité des intermédiaires de l'internet

Nous avons mené des recherches dans la région Afrique sur la responsabilité des intermédiaires de l'internet¹⁴, pour étudier les questions pratiques de politiques au Nigéria, en Ouganda, en Afrique du Sud¹⁵ et au Kenya. Nous avons travaillé avec le partenaire d'APC Paradigm Initiative Nigeria pour organiser un atelier dans ce pays et collecter des informations sur les meilleures pratiques de propositions de réglementations dans le contexte africain.

ACTIVITÉS À VENIR

Suite à la publication de la recherche sur les politiques et tendances relatives à la responsabilité des intermédiaires de l'internet dans la région Afrique¹⁶, APC émettra des propositions de politiques basées sur les faits.

Créer un mouvement en faveur de la liberté internet pour tous

APC a contribué à la mise en place de nouvelles collaborations entre les activistes des hémisphères Nord et Sud pour lutter contre les menaces envers la liberté sur l'internet. Avec le comité directeur de Best Bits, une association dont l'objectif est de rapprocher les activistes du Nord et du Sud, nous avons soulevé des questions ayant trait aux droits économiques, sociaux et culturels lors d'un événement de deux jours en marge du FGI 2013. Celui-ci a abouti à la rédaction d'une lettre commune de citoyens non-américains et dirigée au Congrès des États-Unis d'Amérique au sujet des effets de la surveillance de masse sur les personnes des pays en déve-

13 APC. (2014). *Observatoire mondial de la société de l'information 2013 : Les droits des femmes, genre, et TICs*. Afrique du Sud : APC. <http://giswatch.org/fr/2013-les-droits-des-femmes-le-genre-et-tics>

14 <https://www.apc.org/en/irhr/intermediary-liability>

15 Comninos, A. (2013). *Intermediary liability in South Africa*. Afrique du Sud: APC. <https://www.apc.org/en/node/16297>

16 Zingales, N. (2013). *Internet intermediary liability: Identifying best practices for Africa*. Afrique du Sud: APC. <https://www.apc.org/fr/node/18780>



La 24^e session du Conseil des droits de l'homme à Genève.

PHOTO : <https://www.flickr.com/photos/unisgeneva>

loppement, à deux déclarations pour le Conseil des droits de l'homme de l'ONU sur le même thème¹⁷, une déclaration d'un groupe d'experts¹⁸ et une déclaration de Best Bits dirigée à l'UIT et au Forum mondial sur les politiques de télécommunication (FMPT) sur l'importance du multipartisme, de l'ouverture, la transparence, la reddition de comptes et l'accès pour les personnes handicapées¹⁹. APC s'est unie au Réseau des 13 principes, qui œuvre pour que les États adoptent les « Principes internationaux sur l'application des droits humains à la surveillance des communications »²⁰. En septembre, lors de la 24^e session du Conseil des droits de l'homme, APC et le Réseau des 13 principes ont émis des

déclarations écrites et orales pour les membres du Conseil pour favoriser la participation de groupes tant de l'hémisphère Nord que de l'hémisphère Sud.

Conjointement avec Access Now, APC a élaboré la première d'une série de « Notes d'informations sur les droits de l'internet »²¹ pour encourager plus d'activistes des associations pour les droits de l'internet à prendre part au CDH.

APC a été invité à collaborer avec le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, Mr. Mutuma Ruteere. Nous avons travaillé avec nos membres et partenaires pour apporter la contribution de nos experts au rapport annuel du Rapporteur spécial, dédié à la question du racisme et de l'internet.

APC s'est joint au comité de direction de la Coalition internationale des Femmes défenseuses

17 Déclaration de la société civile au Conseil des droits de l'homme sur l'impact de la surveillance de l'État sur les droits humains au vu de l'affaire PRISM/NSA. bestbits.net/prism-nsa et Déclaration commune sur la surveillance à la 24^e session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. <https://www.apc.org/fr/node/18494>

18 Forum mondial des politiques de télécommunication/TIC: Déclaration informelle du groupe d'experts. <https://www.apc.org/en/node/17362>

19 Déclaration de la société civile au Secrétaire général de l'UIT en préparation au FMPT. bestbits.net/wtpf-2013

20 www.necessaryandproportionate.org

21 Liddicoat, J., et Brown, D. (2013). Note d'information au Conseil des droits de l'homme: 24^e session. <https://www.apc.org/fr/node/18490>

des droits humains (CIFDDH). Avec notre participation, les réseaux des FDDH se sont intéressés aux questions relatives aux droits de l'internet, notamment à la sécurité numérique pour les membres du réseau²².

Quant à la contribution d'APC à la campagne Web We Want, notre soutien a consisté à apporter les perspectives de pays en développement grâce à nos membres et réseaux, à contribuer à la conception de la campagne, à participer au Comité consultatif et appuyer la mise en place d'un programme de petites subventions²³. En décembre 2013, APC a co-organisé un atelier à l'ICTD2013 avec la campagne Web We Want, intitulé « TICpD et Libertés en ligne : Paradigmes concurrentiels ou programmes convergents ? ».

ACTIVITÉS À VENIR

En 2014, APC organisera une Rencontre mondiale sur le genre, la sexualité et l'internet, où les organisations des mouvements pour les droits de l'internet travailleront avec celles pour les droits sexuels à l'élaboration d'une nouvelle série de principes féministes sur l'internet.

Nous continuerons notre travail pour une meilleure compréhension du racisme en ligne et une diffusion des meilleures pratiques de réponses au racisme en termes de politiques, à travers le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

Nous attendons les retombées de notre travail pour faire participer les activistes des pays du Nord et du Sud aux questions liées à la liberté de l'internet dans les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits humains, notamment de la session spéciale dédiée aux données personnelles à l'ère numérique et du travail avec la Sexual Rights Initiative sur les droits sexuels et l'internet.

Les défenseurs des droits humains identifient les risques de l'internet et cherchent des solutions

En 2013 nous avons vu une augmentation de la demande en formation sur la sécurité numérique et sur les droits de l'internet. L'internet est en effet de plus en plus utilisé pour le plaidoyer et l'activisme, ce qui engendre des risques pour les activistes des droits humains.

APC a poursuivi son initiative Les droits de l'internet sont des droits humains au cours de 2013, afin de renforcer les capacités des organisations pour les droits humains et leur plaidoyer pour la défense des droits et des libertés sur l'internet. Disponible en ligne²⁴, ce document a été utilisé au FGI mondial à Bali²⁵, lors d'un atelier avec Hivos sur la gouvernance de l'internet dans la région MENA, par l'École africaine de la gouvernance de l'internet d'APC, et la London School of Economics.

En collaboration avec ses partenaires Point of View en Inde, Front Line Defenders et le Tactical Technology Collective, APC a proposé un atelier d'introduction à la sécurité en ligne et à la protection des données personnelles pour les activistes des droits sexuels en Inde, et a formé les femmes défenseuses des droits humains de plusieurs pays comme formatrices sur la sécurité en ligne. APC a contribué à la mise en place d'une section dédiée à la sécurité numérique dans le « Répertoire en ligne des réponses d'urgence » pour la Coalition internationale des femmes défenseuses des droits humains²⁶ et a apporté des ressources au Fonds de Nelson Mandela pour l'enfance, pour organiser un atelier sur la sécurité en ligne en Afrique du Sud pour les organisations locales peu à modérément qualifiées en matière d'utilisation de l'internet²⁷.

²⁴ <https://www.apc.org/fr/node/17164>

²⁵ hr-igf2013.events.apc.org

²⁶ urgent-responses.awid.org/WHRD/table-of-existing-responses/digital-security

²⁷ C'est Google Afrique du Sud qui a dirigé le Fonds vers APC pour nous inviter à participer à l'atelier.

²² defendingwomen-defendingrights.org

²³ webwewant.org

APC a apporté son soutien à ses membres et partenaires pour chercher des solutions aux menaces et violations aux droits de l'internet, en cas de nouvelle législation constituant une menace aux droits de l'internet²⁸ avec la criminalisation des médias sociaux en Équateur²⁹, la pénalisation des relations sexuelles virtuelles et du cyberspace aux Philippines³⁰, la législation relative à la protection du secret au Japon³¹, les propositions d'amendements à la Loi relative aux technologies de l'information et de la communication au Bangladesh³² et deux lois concernant les médias (la Loi relative aux médias et la Loi relative aux services de médias sonores et audiovisuels) qui, si elles étaient approuvées, affecteraient largement la liberté des Macédoniens envers l'information et l'expression³³.

Nous avons également réagi à de nombreuses violations à travers le soutien des membres et partenaires d'APC dans des campagnes et actions, notamment contre la censure de l'internet au Pakistan³⁴, la surveillance de NSA en Corée du Sud³⁵ et l'attaque cybernétique au Réseau de santé des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes (RSMLAC)³⁶. Dans la plupart des cas, nous avons documenté les cas de violations et suscité la mobilisation en faveur des personnes menacées.

28 <https://www.apc.org/en/news/new-criminal-code-endangers-privacy-ecuadorians>

29 advocacy.globalvoicesonline.org/2013/10/03/will-ecuador-criminalize-slander-on-social-networks

30 <https://www.apc.org/fr/node/19053>

31 www.computician.net/dr/en/Petition-JapanSecretProtection

32 www.voicebd.org/node/417

33 <https://www.apc.org/en/news/take-action-dangerous-threats-freedom-expression-a>

34 Ahmad, S. (2013, 18 juillet). Facebook's secret censorship deal with the Pakistan government - an open letter. content.bytesforall.pk/node/107

35 act.jinbo.net/drupal/node/7585

36 APC a contribué à une déclaration pour les rapporteurs spéciaux de l'ONU et sur les médias sociaux. Voir <https://www.apc.org/fr/node/18613>

ACTIVITÉS À VENIR

Pour accroître la participation des groupes de la société civile à la surveillance des droits de l'internet, APC va publier de nouveaux documents éducatifs dans le cadre de Les droits de l'internet sont des droits humains, avec de nouveaux modules et études de cas, et constituer un noyau de formateurs et formatrices.

Surveiller les droits humains

sur l'internet

APC a publié un projet de cadre de suivi basé sur le travail de Frank La Rue, le rapporteur spécial des Nations Unies pour la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression³⁷. Nous avons expérimenté ce cadre en Nouvelle-Zélande et élaboré un classement de la liberté sur l'internet avec la participation de 50 Néo-zélandais et plus de sept organisations internationales³⁸. Nous avons également pris part à l'élaboration de normes du rapporteur spécial pour la région ALC en matière de liberté d'expression.

APC a apporté son soutien aux rapports de l'Examen périodique universel (EPU) du Nigéria³⁹ et du Mexique⁴⁰ en utilisant le cadre de Frank La Rue pour préparer le plaidoyer pour la 24^e session du Conseil des droits de l'homme (CDH 24). Le Mexique a ainsi inclus dans son résumé la question des repréailles envers les blogueurs et les journalistes, et le Nigéria, la question de l'accès des femmes à l'internet. Nous avons également poursuivi des recherches pour un nouvel ouvrage dédié au

37 LaRue, F. (2013). *Monitoring freedom of expression: The La Rue framework*. Nouvelle Zélande: APC. <https://www.apc.org/fr/node/16359>

38 <https://www.apc.org/fr/node/18683>

39 Fantsuam et Paradigm Initiative. (2013). *Joint Submission on Internet-related Human Rights Issues in Nigeria*. Abuja: APC. <https://www.apc.org/fr/node/17092>

40 LaNeta. (2013). *Joint Submission on Internet-related Human Rights Issues in Mexico*. Mexique: APC. <https://www.apc.org/fr/node/17091>

rôle de l'internet et des autres technologies de réseautage dans le développement en Amérique latine⁴¹.

APC a contribué à la surveillance des droits humains liés à l'internet avec la réalisation d'une enquête mondiale en ligne sur le travail pour les droits sexuels et l'internet, la première du genre⁴². L'enquête a permis d'identifier les risques, les menaces et restrictions vécus par les répondants, ainsi que les auteurs de ces actions. L'Observateur des droits de l'internet (Internet Rights Monitor), né de la campagne Connectez

vos droits⁴³ publie des documents et des articles de presse, ainsi que des contenus déjà publiés par nos membres et partenaires.

ACTIVITÉS À VENIR

APC compte en outre orienter ses stratégies régionales de plaidoyer vers la mise en place de cadres pour la surveillance des droits de l'internet en Afrique, en Asie et en Amérique latine avec la publication de rapports des pays concernés.

41 Gerard, B., et Perini, F. (Eds.) (2013). *Enabling Openness: The future of the Information Society in Latin America and the Caribbean*. Montevideo : CRDI et Fundación Comunica. info25.org/en/enabling_openness

42 www.genderit.org/node/3838

43 <https://www.apc.org/en/projects/internet-rights-are-human-rights>

EXPÉRIENCES DE MEMBRES

Surveillance historique des élections au Pakistan menée par les citoyens



La campagne de PakVotes a incité l'ouverture et l'inclusion des citoyens au processus électoral en offrant un accès à des informations de qualité grâce aux réseaux sociaux et aux TIC.

PHOTO : PakVotes

En 2013, Bytes for All Pakistan a élaboré et mis en place avec succès PakVotes⁴⁴, le premier projet au monde de surveillance d'élections basé sur le journalisme citoyen. Le projet, qui se servait des plates-formes gratuites de médias sociaux pour diffuser les informations et obtenir des outils de vérification, visait à inciter les citoyens à participer au suivi du processus électoral, augmenter le flux d'informations sur la violence et les infractions électorales, et déployer divers outils de TIC qui permettent les dénonciations depuis des zones éloignées plus conflictuelles se trouvant hors des circuits habituels de couverture médiatique.

Bytes for All a formé des journalistes citoyens vivant dans des régions éloignées à l'utilisation des médias sociaux, au journalisme éthique, à l'éthique des médias sociaux, la vérification et la sécurité de l'information ; elle les a dotés de smartphones, et a envoyé leurs rapports à des plates-formes en ligne de portée nationale. L'idée de PakVotes n'était pas uniquement d'obtenir des informations des régions éloignées, mais aussi que celles-ci arrivent rapidement et sous différents formats (images, vidéos, audio) pour obtenir le maximum d'impact. Ce projet avait

également la particularité d'être accessible en deux langues, l'Urdu et l'anglais.

Tout au long des élections, des articles dénonçant notamment les problèmes des femmes pour voter dans les régions conservatrices comme celle de Mardan⁴⁵, ou encore les cas de violence dans les régions visées par le projet, ont pu être envoyés au FAFEN (the Free and Fair Election Network – le Réseau des élections libres et régulières) et à la Commission électorale du Pakistan pour que des mesures appropriées soient prises.

Soutien au journalisme indépendant pour renforcer la liberté d'expression et la démocratie en Bulgarie



L'équipe de BlueLink.net renforce ses capacités en matière de journalisme indépendant.

PHOTO : BlueLink.net

Le déclin de la liberté d'expression en Bulgarie n'est pas une surprise, au vu de la faiblesse des notes par rapport à l'Europe que le pays obtient régulièrement dans les classements de Freedom House, Reporters sans Frontières et d'autres observateurs internationaux. La consolidation de la main-mise sur les médias d'une poignée d'entrepreneurs puissants et étroitement liés au service de sécurité et aux élites politiques du pays engendre une détérioration des conditions du journalisme indépendant, et affaiblit la société civile et la démocratie en général. Selon le conseil d'administration de BlueLink.net, l'une

⁴⁵ www.english.pakvotes.pk/exclusive-polling-staff-agree-to-bar-women-voters

des causes principales de la dégradation de la démocratie en Bulgarie provient de son manque de journalisme indépendant de qualité. Voilà la raison pour laquelle depuis deux ans, le réseau s'est associé à la Faculté de journalisme de l'Université de Sofia et à Climate News Network and Guardian Fondation, une fondation basée au Royaume-Uni, pour renforcer les compétences de jeunes journalistes indépendants à l'investigation et la couverture de sujets d'intérêt public, dans des domaines comme la protection de la nature, la non-application de la loi sur l'environnement, les droits humains, les droits des femmes et le genre, la corruption, la bonne gouvernance et la participation publique. Il incite également les journalistes à coopérer et s'engager auprès de la société civile et des mouvements sociaux, et leur facilite le recours à l'expertise indépendante et aux outils TIC interactifs.

Encourager la liberté sur l'internet en Ouganda



CIPESA organise un atelier de droits sur l'internet en Ouganda en novembre 2013.

PHOTO : CIPESA

La Collaboration on International ICT Policy in East and Southern Africa (CIPESA – Collaboration sur les politiques internationales en matière de TIC en Afrique du Sud et de l'Est) œuvre pour la surveillance et la promotion des libertés sur l'internet dans plusieurs pays africains dans le cadre du projet OpenNet Africa. Dans ce but, elle a conçu une plateforme⁴⁶ d'information sur

46 www.opennetafrica.org

les libertés sur l'internet et la sécurité en ligne en Afrique. Le portail donne également accès à du matériel de recherche sur les régimes légaux en matière d'ouverture ou de manque d'ouverture, les actes de censure, les initiatives africaines pour la promotion des droits sur l'internet, et des documents utiles au plaidoyer des politiques.

Le 28 novembre 2013, la CIPESA a organisé un atelier sur la promotion des droits sur l'internet en Ouganda, afin de sensibiliser la société civile, les internautes et les praticiens des médias aux politiques de TIC actuelles et à leurs effets sur les libertés sur l'internet dans le pays. L'objectif était également de transmettre aux utilisateurs le savoir et les compétences pour se comporter avec responsabilité vis-à-vis de la sécurité en ligne⁴⁷. Notre travail de plaidoyer et de sensibilisation nous a également conduits à mener des discussions sur l'état des libertés sur l'internet en Afrique et à éditer des documents de synthèse à ce sujet.

Défense de la liberté de parole en ligne au Chili



La campagne des médias sociaux a utilisé le même #FreeRod pour obtenir des soutiens à la cause de Ferrari.

IMAGE : Super45

Début 2013, Rodrigo Ferrari a été officiellement accusé de vol d'identité en tant qu'auteur de comptes parodiques de Twitter se moquant de la famille d'Andronico Luksic, l'une des personnes les plus riches du Chili, qui avait porté plainte.

47 www.cipesa.org/?wpfb_dl=70

L'ONG Derechos Digitales, qui travaille depuis 2005 pour le renforcement des droits humains dans le monde virtuel, a décidé d'apporter son soutien à la défense de Ferrari en raison de la menace d'un tel procès envers la liberté de parole.

Tant en matière juridique que de communication, la stratégie a consisté à démontrer que les comptes mis en cause étaient des formes évidentes de parodie politique, et qu'un système démocratique sain se doit de protéger et non de punir l'expression de tels discours critiques.

Les médias locaux ont largement couvert le sujet, si bien qu'en avril 2013 la justice a annoncé le retrait de l'ensemble des charges à l'encontre de Ferrari, statuant que les comptes Twitter constituaient une parodie légitime. La justice a ainsi validé de nombreux arguments de Derechos Digitales, et établi un nouveau précédent en faveur de la protection de la liberté d'expression en ligne.

Maintien des réseaux sans fil en situation de guerre au Nigéria



L'électricité est un réel problème pour Fantsuam, dont la plupart des batteries solaires sont à remplacer.
Photo : Rob Baxter.

PHOTO : Rob Baxter. <https://www.flickr.com/photos/30261607@N00>

Depuis juillet 2011, les organisations de la Fondation Fantsuam dans l'État de Kaduna sont témoins de conflits ethniques qui ont fait des centaines de morts et de déplacés, et détruit leurs ressources vitales. Au plus fort de la crise, toutes les ONG locales et internationales sont parties, sauf la Fondation Fantsuam.

C'est dans un tel contexte que ZittNet, le service sans fil de Fantsuam, a commencé à fonctionner,

établissant ainsi un cordon ombilical permettant de garder le contact avec le reste du monde, un moyen pour les communautés de joindre leurs familles et amis éloignés.

En raison du ralentissement de l'activité économique dû aux violences dans le pays, Fantsuam avait des difficultés pour payer ses factures d'internet. Elle a donc stimulé la création d'un consortium du large bande avec plusieurs institutions éducatives, médicales et religieuses de la région afin de pouvoir négocier une baisse des prix avec les fournisseurs de service privés, mais cette solution s'est finalement avérée trop coûteuse pour la plupart d'entre eux.

L'aide tant espérée est finalement venue de la part du gouvernement Nigérian, qui a ordonné le rétablissement de l'abonnement de Fantsuam au large bande. Aujourd'hui, jonglant entre fonctionnement solaire, groupe électrogène et réseau électrique lorsqu'il fonctionne, la fondation réussit à rester connectée plus de huit heures par jour. « Nous ne pouvons pas nous plaindre », indiquent les directeurs de Fantsuam.

Sensibilisation aux droits humains pour lutter contre la loi martiale sur la cybernétique aux Philippines



La FMA lutte contre la Loi sur la prévention de la cybercriminalité 2012 aux Philippines.

PHOTO : FMA

En septembre 2012, la Loi de prévention de la cybercriminalité de 2012 a été adoptée, menaçant d'entraver les libertés des Philippines dans le cyberspace. Qualifiée de « Loi martiale sur la cybernétique » par ses opposants, la nouvelle législation a soulevé de nombreuses protestations en ligne et hors ligne, qui

ont conduit la Cour suprême à la bloquer indéfiniment.

Tout au long de 2013, la Fondation FMA a continué son plaidoyer pour le retrait de la Loi martiale sur la cybernétique, et mobilisé un groupe de sympathisants qui fasse pression pour garantir le respect des droits humains sur l'internet dans les lois et politiques. En novembre 2013, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution qui confirme le droit au respect des données à caractère privé dans l'ère numérique, réaffirmant ainsi que les mêmes droits devraient être protégés en ligne aussi bien que hors ligne. La FMA a alors renforcé son travail de plaidoyer pour la défense des droits des femmes, des données à caractère privé et la liberté sur l'internet auprès de la législation et des politiques nationales, tentant de lier le discours de la défense des droits de l'internet dans la législation nationale à des espaces de politique de l'internet régionaux et internationaux.

Soutien pour l'éducation aux TIC en Roumanie



Des écoliers en Roumanie.

PHOTO : Flore de Préneuf. <https://www.flickr.com/photos/worldbank>

Outre le « travail invisible » de maintien du réseau de la communauté ngo.ro, l'équipe de StrawberryNet a mis sur pied un projet éducatif sur les TIC pour les élèves de huit à dix ans. Le projet de recherche participatif « Ma famille et l'internet », très visuel, a été conçu pour cartographier la relation des enfants avec la technologie et les médias dans leur vie quotidienne. Des adolescents ont ensuite été amenés à discuter à partir des dessins des enfants d'école élémentaire pour

identifier les principales questions que soulève l'arrivée d'une nouvelle culture participative sur l'internet. Le projet continue avec une série de débats en ligne entre lycéens sur l'empreinte numérique, la surveillance des communications et la liberté d'expression en ligne. Pour ce projet éducatif, StrawberryNet s'est associé à l'University hongroise Sapientia de Transylvanie et au lycée Mikes Keleman.

La liberté d'expression menacée au Bangladesh



VOICE œuvre pour améliorer la liberté d'expression en ligne avec différentes parties prenantes, par le renforcement des capacités, la sensibilisation et l'influence sur les politiques afin de créer des cadres favorables aux utilisateurs de l'internet.

PHOTO : VOICE

Au Bangladesh, les blogues et les sites de réseaux sociaux comme Facebook sont des outils très populaires pour la pratique démocratique de la liberté d'opinion et d'expression. Cependant, récemment, les blocages de contenus, la surveillance et le suivi des utilisateurs ont commencé à devenir de plus en plus courants. La population a peur de s'exprimer librement en ligne depuis que les autorités surveillent, filtrent les contenus et criminalisent la libre parole. VOICE a organisé une formation de renforcement des capacités et des consultations multipartites au sujet de la liberté d'expression, du respect des données à caractère privé et des droits humains, travaillant également pour que les réglementations respectent un cadre qui intègre les droits humains. VOICE croit que sans liberté sur l'internet, il ne peut pas y avoir de liberté d'expression ni de droit au respect des données à caractère privé.

2.

ENCOURAGER LA BONNE GOUVERNANCE DE L'INTERNET

26

Rapport annuel 2013

L'internet comme bien public

APC a travaillé activement avec le groupe de travail sur le renforcement de la coopération (WGEC) de la Commission de la science et de la technologie au service du développement (CSTD)⁴⁸ des Nations Unies. Le groupe de travail, l'un des mécanismes de suivi du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), est un organe multipartite qui émet des recommandations pour le renforcement de la coopération en matière de gouvernance de l'internet. C'est justement cette mission d'émission de recommandations qui le rend aussi important dans l'écosystème de la gouvernance de l'internet.

APC a participé au groupe avec deux membres de son personnel désignés pour être membres du groupe. Outre sa participation aux réunions et aux débats, et dans le cadre de notre engagement systématique dans cet espace, APC a préparé une communication sur le futur de la gouvernance de l'internet pour répondre au questionnaire du groupe de travail⁴⁹. Ce document, largement diffusé, contient des recommandations spécifiques pour considérer l'internet comme un bien public, pour la création de plates-formes nationales multipartites qui

facilitent les discussions de politiques, et pour le renforcement du Forum de gouvernance de l'internet (voir ci-dessous) comme espace ouvert à la participation de toutes les parties, y compris les gouvernements.

Transparence, confiance et liberté sur l'internet

En septembre 2013, lors d'une réunion du Conseil de l'Europe, APC a prononcé un discours intitulé « La transparence pour la protection de la liberté sur l'internet : Un engagement commun au dialogue multipartite sur le renforcement de la coopération à l'appui d'un processus décisionnel informé »⁵⁰. APC y soulignait l'importance de la transparence pour une véritable démocratie et le besoin de rétablir la confiance en cette ère de surveillance massive et de répression des dénonciateurs. Notre objectif est de recentrer le débat sur la transparence afin que les différentes parties prenantes aient une meilleure compréhension commune de la signification de la transparence et des moyens disponibles pour la contrôler et la mesurer.

48 unctad.org/fr/pages/MeetingDetails.aspx?meetingid=396

49 APC. (2013). Réponse d'APC au questionnaire du Groupe de travail du CSTD sur le renforcement de la coopération. <https://www.apc.org/fr/node/18526>

50 www.coe.int/t/information/society/Transparency-Conf2013/default_en.asp

Noms et numéros : Promouvoir la diversité des noms de domaine de l'internet

APC travaille avec la Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet (ICANN), l'organisme chargé de coordonner le système des noms de domaine sur l'internet, en tant que membre du Collège des utilisateurs non commerciaux (NCUC)⁵¹.

APC croit que le NCUC représente un espace diversifié et dynamique qui regroupe les voix de la société civile au sein de l'ICANN pour influencer l'élaboration de politiques. En 2013, nous avons contribué aux ateliers de politiques relatives à des questions culturelles (plus spécifiquement, sur les nouveaux domaines génériques de haut-niveau comme .patagonia), et à la représentation de la société civile à l'ICANN. Le personnel, les membres et adhérents d'APC ont également participé au NCUC tout au long de l'année, pour élaborer une position de principe et organiser des réunions, apportant les perspectives des pays en développement.

ACTIVITÉS À VENIR

En 2014 et 2015 APC s'intéressera aux implications culturelles des noms de domaine d'intérêt spécial, notamment les noms géographiques, dans le cadre de son nouveau travail pour les droits économiques, sociaux et culturels.

Vers une société de l'information plus inclusive

APC a contrôlé et participé aux principaux processus, présentant constamment des recommandations pour garantir une participation diversifiée de la société civile, et promouvoir une approche axée sur le développement qui soit basée sur les droits pour la gouvernance de l'internet. Le processus de révision du Sommet mondial sur la société de l'information après 10 ans, connu sous le

nom de SMSI+10, a été un des principaux processus dans ce sens. Nos interventions ont consisté à identifier les priorités et défis pour la société civile en matière de développement de la société de l'information et de partage du savoir dans les dix prochaines années, et notamment les défis pour garantir une participation significative des pays du Sud. Pour documenter notre participation nous avons mené une recherche qui a abouti à la publication multilingue « Les droits à la communication dix ans après le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) : Perceptions de la société civile »⁵², un document officiellement soumis pour contribuer au processus du SMSI+10⁵³.

Dans notre rapport soumis officiellement à la Réunion de haut-niveau du SMSI+10⁵⁴ nous identifions les défis suivants pour le développement de la société de l'information :

- Garantir une expansion continue de l'accès pour tous aux TIC, notamment l'accès au large bande dans les pays en développement et dans les communautés marginalisées de tous les pays.
- Reconnaître que la société de l'information est essentielle au développement humain plus qu'au développement technologique, et augmenter le nombre de personnes et de communautés qui bénéficient des TIC.
- Maintenir le caractère ouvert et multipartite des TIC et des normes relatives à l'internet, de son développement et de sa gouvernance, dans un cadre qui protège également l'internet des perturbations dues à l'activité criminelle ou malveillante.

52 APC. (2013). *Les droits de la communication dix ans après le Sommet mondial sur la société civile (SMSI) : Perceptions de la société civile*. <https://www.apc.org/fr/pubs/les-droits-de-la-communication-dix-ans-apres-le-so>

53 Les résultats de cette étude ont été présentés au Forum 2013 du SMSI en mai et à la deuxième réunion physique du processus de révision du SMSI+10 tenue en décembre à Genève. L'UIT a inclus ce rapport dans son site internet avec les rapports de mise en œuvre des résultats du SMSI. Voir : www.itu.int/wsis/review/reports

54 Formulaire n°1 pour la soumission officielle aux Documents finals de la réunion de haut-niveau du SMSI+10 du 13 au 17 avril 2014 à Sharm-el-Sheikh, soumis le 30 septembre 2013. <https://www.apc.org/fr/node/18616>

51 www.ncuc.org



APC rassemble des activistes et des défenseurs des droits humains du monde entier pour participer à diverses réunions.

PHOTO : APC

- Répondre aux besoins réels et exprimés.
- Protéger et renforcer les droits humains, notamment le droit à la vie privée, la liberté d'expression et la liberté d'association, dans un contexte en constante évolution, pour garantir le respect et la protection des droits humains aussi bien hors ligne qu'en ligne.
- Protéger l'environnement, et traiter la question des conséquences néfastes de l'augmentation massive dans la production et la consommation des TIC.
- Obtenir un consensus sur la façon de gouverner et de réguler (ou non) l'internet et les activités qui y sont associées.

Renforcer les capacités de la société civile en matière de gouvernance de l'internet

35 personnes de 15 pays africains ont participé à la première École africaine sur la gouvernance de l'internet (AfrSIG) en juillet à Durban, en Afrique du Sud⁵⁵, organisée par APC et le Programme e-Afrique du NEPAD. Les participants sont rentrés dans leurs pays avec la tâche d'expliquer l'univers en constante évolution de la gouvernance de l'internet aux organismes de leurs pays : leurs

collègues parlementaires ou des organismes de régulation, les organisations médiatiques, les centres universitaires et les ONG. L'École a familiarisé les participants avec des sujets tels que l'histoire de l'internet, les processus internationaux de gouvernance de l'internet, l'importance des noms et numéros, l'équilibre entre vie privée et sécurité et d'autres thèmes liés aux règles et principes qui gouvernent l'internet.

Melaku Girma, un participant éthiopien, décrit les apports de l'École dans les termes suivants : « La première AfrSIG a eu lieu à un moment où les Africains s'unissent de plus en plus pour proclamer leur renaissance dans les domaines économiques, sociaux, culturels et politiques. Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance et mon respect envers les organisateurs de l'AfrSIG, APC et le NEPAD, ainsi que les participants. Continuons à organiser cette École chaque année en Afrique ».

Ephraim Percy Kenyanito, un élève Kenyan, a affirmé à APC quelques mois après la réunion : « Ce que j'ai appris à l'École a radicalement modifié ma façon de travailler. Dans ma faculté de droit, j'ai maintenant entrepris une recherche sur la responsabilité des intermédiaires de l'internet et la sécurité cybernétique, que je compte publier dans des journaux spécialisés. Je blogue également sur les questions de gouvernance de l'internet, depuis que l'École m'a intéressé à ce sujet ».

⁵⁵ APC. (16 juillet 2013). 35 diplômés pour la première École africaine sur la gouvernance de l'internet. APCNouvelles. <https://www.apc.org/fr/node/18189>



Participants et formateurs de la première École africaine sur la gouvernance de l'internet.

PHOTO : APC

En mars, APC a également organisé une formation lors d'un atelier régional sur la gouvernance de l'internet au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, un atelier organisé par Hivos à Tunis. APC y a présenté les avantages pour la société civile de participer à la gouvernance de l'internet et aux processus de politiques publiques⁵⁶. Nous avons également contribué au programme de renforcement des capacités en ligne d'Hivos, en partenariat avec la Fondation Diplo, par le biais du programme de formation d'APC. Les droits de l'internet sont des droits humains⁵⁷.

ACTIVITÉS À VENIR

Nous continuerons à apporter notre soutien à l'École africaine sur la gouvernance de l'internet, dont la seconde édition aura lieu à Accra, au Ghana, au deuxième semestre de 2014. Cette nouvelle édition visera le renforcement de la compréhension des processus de gouvernance de l'internet, et offrira un espace multipartite pour les interactions et les débats critiques sur les questions de gouvernance de l'internet selon la perspective africaine.

56 Chango, M. (2013, 2 mai). APC forme les participants aux politiques relatives aux droits de l'internet lors de l'atelier de Hivos « Gouvernance de l'internet dans la région MENA ». APCNouvelles. <https://www.apc.org/fr/node/171313>

57 <https://www.apc.org/fr/node/17164>

Donner une voix aux droits des femmes au Forum sur la gouvernance de l'internet

APC participe au Forum sur la gouvernance de l'internet (FGI) ainsi qu'à ses versions régionales, sous-régionales et nationales depuis la première édition en 2006. Nous croyons que le FGI constitue l'expérience de débat et de dialogue multipartite sur les politiques de l'internet la plus longue, la plus étendue géographiquement et la plus réussie. Nous nous sommes efforcés de faciliter et de promouvoir la participation de la société civile, notamment en provenance des pays du Sud. APC a également apporté son soutien à la participation d'acteurs spécifiques qui en auraient autrement été exclus, comme cela a été le cas avec les activistes Indonésiens pour les droits sexuels lors du FGI mondial de 2013 à Bali, qui ont pu introduire leur plaidoyer local au forum et ont joué un rôle primordial pour soulever les questions de genre et de femmes dans plusieurs groupes de travail, ou encore des activistes pour les droits des femmes de Bosnie, d'Inde, du Kenya et des Philippines⁵⁸.

Grâce à notre stratégie, le nombre de défenseurs du genre en matière de gouvernance de l'internet a largement augmenté au FGI 2013. On a également signalé une diversification des

58 www.genderit.org/edition/gender-peripheries-internet-gouvernance-forum-indonesie

voix et un engagement plus important dans différents espaces du FGI, notamment à la réunion de Gender Dynamic Coalition où le rapport sur le genre 2012 d'APC a été accueilli favorablement⁵⁹. L'analyse de cet outil qui permet d'établir un relevé de la participation des femmes au FGI a montré la faible disparité de genre en termes de présence (les femmes étaient relativement nombreuses dans toutes les sessions) mais que cela ne s'était pas traduit en une intégration des droits des femmes ou des perspectives de genre dans les différentes sessions.

ACTIVITÉS À VENIR

APC et ses partenaires tentent d'amener les diverses communautés des mouvements pour les droits de l'internet et pour les droits sexuels à élaborer un ensemble évolutif commun de principes féministes en matière d'internet et de sa gouvernance.

Intérêt public en matière de gouvernance de l'internet : Une approche régionale axée sur les droits

APC participe activement et régulièrement au principal organe qui organise le FGI mondial, le Groupe consultatif multipartite, à travers notre directrice exécutive Anriette Esterhuysen. Cela a permis d'influencer concrètement le processus préparatoire et le programme, puisque c'est APC qui a notamment organisé la séance plénière sur les droits humains pour le FGI 2013 à Bali, la première séance plénière de l'histoire du FGI portant sur la gouvernance de l'internet depuis une perspective de droits⁶⁰.

Bali a également été l'occasion de renforcer les capacités des activistes de la société civile en matière de droits de l'internet, et nous y avons expérimenté notre programme de formation « Les droits de

l'internet sont des droits humains »⁶¹. Nous nous sommes fondés sur l'expérience acquise lors d'une pré-réunion au FGI Amérique latine et Caraïbes, organisée en août avec des partenaires de la région. Celle-ci a permis d'identifier les principaux défis auxquels la région est confrontée en matière de droits de l'internet, de souligner leur dimension en termes de gouvernance de l'internet, et de faciliter les échanges entre les différentes initiatives et projets de la société civile dans la région.

En 2013, APC a participé à six FGI régionaux et sous-régionaux, que ce soit en qualité d'organisateur, d'ardent défenseur ou de conférencier. Dans la plupart de ces forums régionaux, le personnel et les membres d'APC ont contribué à l'établissement du programme et garanti la diversité des participants.

Au FGI Africain, nous avons axé notre travail sur l'élaboration d'une feuille de route pour les processus de politiques de TIC et de l'internet durables et pour tous⁶². Lors d'une réunion préliminaire avec le Programme e-Afrique du NEPAD et le Centre pour la démocratie et la technologie, nous avons parlé des modèles de gouvernance multipartite et des processus de développement de politiques participatif à niveau national et régional. L'une des principales recommandations en matière de processus de politiques de TIC dégagée à cette occasion concernait l'intégration de l'accès à l'information, de la participation publique et de la transparence.

ACTIVITÉS À VENIR

C'est avec intérêt que nous attendons le FGI 2014 qui aura lieu à Istanbul en septembre. Nous croyons qu'il devrait s'appuyer sur les résultats et recommandations d'autres processus liés à la gouvernance de l'internet comme NETmundial et le groupe de travail sur le renforcement de

59 www.genderit.org/articles/results-gender-report-card-2012-igf-more-women-make-huge-difference

60 APC. (2013). Priorities for the eighth Internet Governance Forum (IGF), Bali, Indonesia, 2013. www.apc.org/en/node/18615

61 <https://www.apc.org/fr/node/17164>

62 Un document de recommandations sur l'établissement d'une participation multipartite durable et efficace pour les politiques de TIC et de l'internet en Afrique a été élaboré lors de cette réunion préliminaire. <http://www.apc.org/fr/node/18567>



Valeria Betancourt d'APC au FGI à Bali.

PHOTO : Analia Lavin

la coopération du CSTD pour renforcer sa place d'espace ouvert au débat public, à la consultation et aux discussions pour la communauté de la gouvernance de l'internet au sens large.

Nous surveillerons de près l'augmentation de la censure et du filtrage de contenus et de l'expression en ligne dans le pays hôte, la Turquie.

Avec l'aide d'autres organisations et coalitions, nous apporterons notre appui aux processus multipartites nationaux pour mettre en place des cadres basés sur les droits de l'internet selon les contextes nationaux.

Contrôle étroit du processus de NETmundial

Fin 2013, APC a suivi de près les propositions de la Réunion multipartite mondiale sur l'avenir de la gouvernance de l'internet (NETmundial) qui aura lieu au Brésil en 2014, et a activement pris part aux débats à ce sujet pendant et après le FGI de Bali. APC a rédigé une lettre ouverte aux organisateurs du sommet brésilien, à l'origine le gouvernement du Brésil et l'ICANN, pour appeler à la transparence et à une forte participation de la société civile⁶³.

63 Lettre ouverte d'APC aux organisateurs de la Réunion multipartite mondiale sur l'avenir de la gouvernance de l'internet. <https://www.apc.org/fr/node/18768>

ACTIVITÉS À VENIR

Après NETmundial, il sera urgent que les gouvernements tiennent compte de l'appel à l'examen de toute collecte, traitement et surveillance des données personnelles pour s'assurer du respect des normes de droits humains dans ces processus. C'est pourquoi notre prochaine édition de l'Observatoire mondial sur la société de l'information sera axée sur les relations entre surveillance, droits humains et gouvernance de l'internet.

Vers une société de l'information axée sur les droits humains en Amérique latine et aux Caraïbes

À la quatrième Conférence ministérielle sur la société de l'information en ALC⁶⁴, dirigée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, APC a contribué à inclure l'aspect des droits humains à la déclaration gouvernementale. Les documents finals réaffirment l'engagement des parties à « favoriser une société de l'information à dimension humaine, inclusive et privilégiant le développement, basée sur les droits humains et les principes de paix, de solidarité, d'inclusion, de liberté, de démocratie, de développement durable et de coopération ».

64 www.apc.org/en/system/files/eLAC_MonteideoDeclaracion-5Apr2013_EN.pdf

EXPÉRIENCES DES MEMBRES

Coordonner les contributions de la société civile pour la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité



Siège de l'Union africaine à Addis Ababa, Éthiopie.
PHOTO : UNAMID. <https://www.flickr.com/photos/unamid-photo>

Le Réseau d'action pour les TIC du Kenya (KICTANet) a mené avec succès un débat en ligne sur le projet de la Convention de l'Union africaine relatif à la confiance et la sécurité dans le cyberspace⁶⁵. Le débat a eu lieu sur les diverses listes de KICTANet et d'ISOC-KE

au Kenya et sur la liste d'I-Network, modérée par les membres d'APC CIPESA et ISOC-Uganda, du 25 au 29 novembre 2013. Les sujets soulevés ont également été transmis sur les listes de diffusion de Best Bits, du caucus sur la gouvernance de l'internet, de Web We Want et d'Access Now pour avoir le plus de contributions possibles.

La convention sur la cybersécurité de l'Union africaine (UA) cherche à renforcer la lutte contre la cybercriminalité en Afrique au vu de l'augmentation de ce type de crime et des problèmes des pays Africains pour gérer les risques liés à la sécurité. Les pays Africains sont également confrontés au manque de sécurité technologique adéquate pour la prévention et le contrôle efficace des risques liés aux technologies et aux informations.

Le rapport préliminaire du débat en ligne a fait l'objet de discussions lors de la Semaine africaine des TIC organisée par l'UA du 1er au 6 décembre 2013⁶⁶.

⁶⁵ pages.au.int/sites/default/files/AU%20Cybersecurity%20Convention%20ENGLISH_0.pdf

⁶⁶ www.au.int/en/african-ict-week

3. RENFORCER L'UTILISATION ET LE DÉVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES TRANSFORMATIVES

Migration du réseau d'APC aux logiciels libres

APC a installé et configuré des logiciels libres et à code source ouvert (FLOSS). Son personnel a également été formé à l'utilisation de CiviCRM (une base de données de contacts), OpenID (pour la gestion des identifiants aux sites d'APC), Jit.si (une alternative à Skype) et OwnCloud (une alternative à Dropbox).

ACTIVITÉS À VENIR

Nous organiserons une réunion mondiale en 2014 pour réunir les organisations en faveur des technologies et celles qui luttent pour les droits humains et les inciter à chercher ensemble des alternatives libres et durables aux plates-formes commerciales populaires comme Facebook et Google, qui compromettent le respect de la sécurité et de la vie privée.

Formation des défenseurs des droits humains du Maghreb-Mashreq sur la sécurité dans les communications en ligne

APC s'est jointe à l'organisation membre Alternatives et l'organisation en matière de technologie eQualit.ie pour créer une culture des droits humains en ligne et de la sécurité numérique

parmi les défenseurs des droits humains de la région Maghreb-Mashreq (voir page 35)⁶⁷.

ACTIVITÉS À VENIR

En 2014, APC et les partenaires de ce projet offriront une formation sur la sécurité numérique pour les femmes défenseuses des droits humains. Éducation populaire de la société civile à la sécurité numérique

Début 2013, APC a publié un document en français, anglais et espagnol qui « présente quelques idées fortes en matière de cybersécurité, analyse certaines menaces importantes liées à la cybersécurité et offre des suggestions sur ce que devrait être l'approche de la société civile à l'égard de la cybersécurité »⁶⁸.

APC et le collectif Tactical Technology ont co-organisé la « Disco-tech » au FGI 2013 de Bali pour faire connaître aux participants des pratiques et des outils pour la sécurité dans une ambiance plus informelle. Au cours de la soirée, plusieurs personnes ont fait de brèves présentations, provoquant de riches discussions et même des mini-formations pendant que snacks et boissons étaient servis. Vingt participants ont pu, au cours

67 Projet financé par l'UE.

68 Comminos, A. (2013). Un plan de cybersécurité pour la société civile: les enjeux. Uruguay: APC. <https://www.apc.org/fr/pubs/un-plan-de-cybersecurite-pour-la-societe-civile-le>



Les participants au FGI à une réunion préliminaire à Bali sur les outils, pratiques et expériences en matière de sécurité.

PHOTO : APC

d'un échange de signatures de clés, télécharger l'encodage PGP, apprendre à mieux le connaître et l'installer.

OneWorldSEE, membre et partenaire d'APC, a adapté cette idée pour l'événement de Réapproprie-toi la technologie! de Sarajevo en novembre 2013.

ACTIVITÉS À VENIR

Suite au succès obtenu, cette activité va devenir une tradition du FGI. Une autre Disco-tech est prévue pour le FGI 2014 d'Istanbul. Nous encourageons également l'adoption et l'adaptation de la Disco-tech dans d'autres contextes, comme cela s'est passé à Sarajevo.

Le réseau d'APC migre vers

des hébergeurs verts

En 2013, le membre d'APC GreenNet, qui héberge une grande partie du réseau d'APC, a migré ses serveurs sur un hébergeur écologique situé à Londres. Cela signifie que des douzaines d'organisations et des milliers de personnes utilisent maintenant les services d'un hébergeur écologique.

Des convergences suscitent l'adoption

des logiciels libres sur le réseau

En 2013, APC a participé à plus de trois événements dont le thème principal était la technologie transformative. Deux membres du personnel d'APC ont participé à l'AdaCamp à San Francisco, où des femmes se sont retrouvées pour former une communauté, débattre des points en commun dans le domaine de la technologie libre et de la culture libre pour les femmes, et chercher des solutions. Un administrateur de systèmes d'APC a participé à CiviCon pour partager ses connaissances lors de cette réunion annuelle internationale d'utilisateurs, de réalisateurs et de développeurs de CiviCRM. En décembre, APC a contribué à l'Open Development Camp à Amsterdam, axé sur les échanges d'idées et de meilleures pratiques ainsi que sur le développement de nouveaux paradigmes, technologies et services en « développement ouvert ».

ACTIVITÉS À VENIR

Plusieurs membres d'APC sous la direction de May First/People Link et GreenNet, organisent leur propre convergence. Le fonds d'APC pour l'apprentissage et l'échange entre membres financera un échange technique sur les attaques par déni de service (DDoS) qui touchent les organisations hébergées par des fournisseurs indépendants de manière disproportionnée.

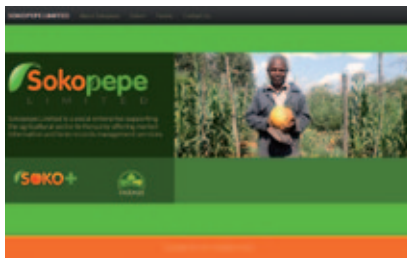
EXPÉRIENCES DE MEMBRES

ALIN adopte les TIC pour numériser les registres des agriculteurs au Kenya

Le réseau kényan Arid Lands Information Network (ALIN) a créé une entreprise sociale, Sokopepe Limited⁶⁹. Étant donnée la rapidité de la pénétration du téléphone portable au Kenya (82%), l'un des services de l'entreprise permet à de nombreux petits agriculteurs de tenir des registres numérisés complets de leur exploitation agricole.

Le service Farm Records Management Information System (FARMIS – système de gestion des registres agricoles) suit une démarche de partage des recettes ; les agents de production d'information (PIA), qui offrent aux agriculteurs leur aide pour énumérer et numériser les données, sont rémunérés par des commissions provenant de l'argent payé par les agriculteurs lors de leur inscription au service. L'encouragement financier offert aux PIA garantit une continuité dans le recrutement des agriculteurs et crée une nouvelle source de revenu pour les jeunes des régions rurales.

Sokopepe Limited propose également un autre service appelé Soko+. Il s'agit d'un service de gestion des connaissances, qui permet aux agriculteurs, par le biais de SMS, d'obtenir en temps réel les prix des produits agricoles et de recevoir des conseils de bonnes pratiques pour l'agriculture et l'élevage. Sokopepe compte atteindre deux millions d'agriculteurs inscrits d'ici 2018.



Le site internet de Sokopepe offre ses services aux petits exploitants agricoles du Kenya.

69 www.sokopepe.co.ke

Un nouveau centre pour la liberté sur l'internet au Maghreb et au Mashreq



Photo prise à Tunis, le site choisi pour le centre régional de formation d'Alternatives.

PHOTO : Stephen Downes. https://www.flickr.com/photos/stephen_downes

Dans de nombreux pays du monde, il est courant de surveiller le courrier électronique et les activités sur l'internet, de filtrer les contenus, d'attaquer certains sites et d'interrompre le service internet pour limiter la liberté d'expression, manipuler les informations et éliminer toute dissidence.

Avec le soutien de la Commission européenne, Alternatives et ses partenaires vont mettre en œuvre un projet pour contribuer au respect de la liberté d'expression et d'opinion, la liberté d'association, le droit à l'anonymat et le droit à l'accès à l'information sur l'internet dans la région du Maghreb et du Mashreq.

Ce projet installera un centre régional à Tunis qui desservira l'ensemble de la région, et notamment les pays où le filtrage et la censure de l'internet sont particulièrement présents. Les organisations de la société civile, les journalistes, les blogueurs, les dissidents et les défenseurs des droits humains de la région apprendront à contourner la censure, protéger leurs communications numériques et conserver leur anonymat en ligne.

Le projet travaillera également au renforcement des capacités de la société civile pour qu'elle participe à l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, afin de faire progresser le droit à la liberté d'expression sur l'internet.

EsLaRed remporte un prix international pour son travail de formation sur la sécurité sur l'internet



Parmi les gagnants du prix pour la sécurité sur l'internet, EsLaRed, représenté par Daniel Pietrosemoli (premier rang à gauche).

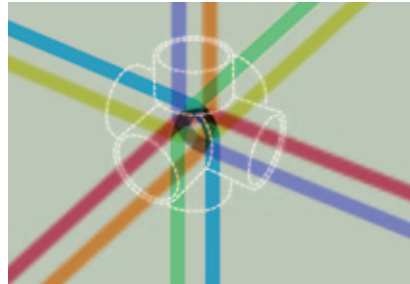
PHOTO : Red Seguridad

En 1999, l'Escuela Latinoamericana de Redes (EsLaRed) a proposé son tout premier programme de formation sur « la sécurité sur l'internet » pour son atelier annuel. Le formateur de l'époque, Reinaldo Mayol, était un jeune collaborateur d'EsLaRed, et cette activité avait pour but d'enseigner aux participants d'Amérique latine et des Caraïbes les techniques nécessaires pour protéger les contenus des données transmises sur le net. À cette époque on considérait la sécurité comme un sujet important mais non vital.

Depuis 2012, il a été largement démontré combien les contenus de l'internet étaient vulnérables, si bien que la protection des données est devenue une question cruciale comme on le voit de plus en plus dans les ouvrages spécialisés et dans les médias. En 2013, le travail d'EsLaRed a été reconnu par l'une des institutions les plus prestigieuses dans le domaine de la sécurité de l'information et des communications en Espagne. Red Seguridad a octroyé l'un de ses prix annuels à EsLaRed en reconnaissance du bon travail effectué par ses instructeurs, les véritables protagonistes de la formation pendant toutes ces années.

Protéger les données personnelles et à caractère privé dans les initiatives pour la santé numérique au Brésil

En 2013, l'Instituto Nupef a démarré un projet de recherche sur la protection de la vie privée et des données personnelles dans le contexte de la santé numérique (e-santé). Cette année était particulièrement intéressante au vu des mesures récentes prises par le gouvernement brésilien pour mettre en œuvre une politique nationale de santé numérique et créer un registre de santé numérique pour les utilisateurs du système de santé brésilien. Dans une première étape, Nupef a identifié les lacunes de la réglementation en matière de traitement des données personnelles et notamment les données concernant la santé. Un projet de politique pour la santé numérique reconnaît l'urgence de la mise en place d'un cadre légal qui garantisse le respect du droit à la vie privée des patients, et le département d'informatique du Ministère de la santé a récemment adopté des mesures pour mieux réglementer le traitement des données de santé des patients.



Nupef mène une recherche sur le respect de la vie privée et des données personnelles dans les initiatives de santé numérique au Brésil.

PHOTO : <https://www.flickr.com/photos/opensourceway>

Formation en agriculture communautaire urbaine au Cameroun



Un agronome aide un participant à identifier et fragmenter un rejet de plantain.

PHOTO : PROTEGE QV

Dans le cadre de son programme d'agriculture urbaine, PROTEGE QV a organisé en 2013 un atelier de formation en multiplication de rejets de banane plantain.

La justification de cet atelier part du fait que le besoin de créer des champs de bananeraies était exprimé au sein de la communauté citadine camerounaise. Cependant trouver des rejets est soit rare, soit coûteux sur le marché. L'atelier de formation a permis aux participants de maîtriser des techniques (fragmentation, décapitation, éclatement des souches, ...) pour obtenir plusieurs rejets à partir d'un unique rejeton.

Les TIC pour mieux s'adapter aux effets du changement climatique

La coopérative Sulá Batsú mène le projet pilote Resilience Assessment Benchmarking and Impact Tool (RABIT – Évaluation de la capacité d'adaptation et mesure des impacts) élaboré par Angélica Ospina et Richard Heeks du Centre d'informatique pour le développement de l'Université de Manchester. RABIT vise à améliorer la capacité d'adaptation des populations aux effets du changement climatique grâce aux TIC et notamment l'internet, les plates-formes de réseaux sociaux et les applications mobiles.

Sulá Batsú et l'Université de Manchester ont commencé ce projet en 2013 à San José, au Costa Rica, pour tester sa mise en œuvre dans des zones urbaines vulnérables aux effets du changement climatique. Ils ont travaillé avec les communautés locales pour évaluer leurs connaissances en matière de changement climatique et utilisation des TIC, avant d'émettre des propositions qui permettent de mieux utiliser les technologies et ainsi renforcer la capacité d'adaptation de ces communautés, et pour améliorer l'outil en vue d'une utilisation ultérieure.



Les TIC peuvent aider les communautés à s'organiser et répondre aux conditions météorologiques extrêmes provoquées par le changement climatique, avec des mécanismes comme les systèmes de prévention précoce, les réseaux de soutien et d'autres ressources susceptibles de contribuer aux efforts de préparation, de réponse, d'adaptation et de relèvement.

PHOTO : Sulá Batsú

4.

METTRE FIN À LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES ET DES FILLES BASÉE SUR LES TECHNOLOGIES

Définition de la violence à l'égard des femmes liée aux technologies

Malgré une prise de conscience accrue de l'impact des technologies sur la violence à l'égard des femmes, cette question a obtenu peu de reconnaissance de la part des États, des institutions inter-gouvernementales et des autres acteurs responsables de mettre fin à la violence à l'égard des femmes. Les effets négatifs des TIC ne sont donc pas prioritaires dans les stratégies de prévention et de réponse, les budgets ou l'élaboration de politiques basées sur des données factuelles, si bien que les femmes qui souffrent de violence liée aux technologies n'ont que peu voire pas de recours possible. En 2013, le plaidoyer d'APC a fait évoluer la conversation sur la violence en ligne à l'égard des femmes et a directement contribué à une meilleure reconnaissance de la VEF liée aux technologies dans les espaces de politiques mondiaux.

Moment historique : L'ONU traite de la question de la violence en ligne à l'égard des femmes

APC a présenté des recommandations d'experts au Groupe de travail de l'ONU sur la question de la discrimination à l'égard des femmes en droit et en pratique qui s'est réuni en janvier 2013 à Genève, qui examinait les impacts des TIC sur

la violence à l'égard des femmes. Le rapport de la réunion a identifié la violence liée aux technologies comme un inhibiteur à la participation des femmes dans le domaine public, et il a appelé spécifiquement les États à être attentifs aux droits des femmes dans la gouvernance de l'internet. Ces recommandations ont été reprises dans le premier rapport thématique du Groupe de travail du Conseil des droits de l'homme lors de sa 23^e session⁷⁰.

Deux mois plus tard, APC obtenait un second succès en faisant pression pour l'adoption d'un paragraphe dédié à la VEF et aux technologies de l'information et de la communication, avec une mention spéciale pour le besoin de promotion des technologies au service de l'autonomisation des femmes et de la prévention et la lutte contre toute violence perpétrée à l'égard des femmes par le biais des technologies, lors de la 57^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW)⁷¹. Le paragraphe (ww) de la section B des conclusions finales pour « s'attaquer aux causes structurelles et sous-jacentes et aux facteurs de risque, de façon à prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles », déclare que :

70 www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session23/A.HRC.23.50_EN.pdf

71 APC. (2013). Violence à l'égard des femmes et technologies de l'information et des communication. Déclaration à la 57^e session du CSW (en anglais). <https://www.apc.org/en/node/17030>



Une carte postale numérique incite à suivre la 57^e session de la Commission de la condition de la femme en mars 2013 avec l'étiquette #csw57, pour faire entendre les préoccupations de toutes les femmes.

Illustration : APC

Appuyer le développement et l'utilisation de la technologie de l'information et des communications ainsi que des médias sociaux comme moyen d'autonomiser les femmes et les filles, notamment en leur permettant d'accéder aux informations sur la prévention de la violence à leur encontre et les réponses qui y sont apportées ; mettre en place des mécanismes permettant de lutter contre l'utilisation de la technologie de l'information et des communications ainsi que des médias sociaux pour perpétuer des violences contre les femmes et les filles, notamment l'utilisation de ces moyens à des fins criminelles pour commettre des actes de harcèlement sexuel, d'exploitation sexuelle, de pornographie infantile, de traite des femmes et des filles et se livrer à de nouvelles formes de violence comme le cyber-harcèlement et la cyberintimidation et à des atteintes à la vie privée qui compromettent leur sécurité.

C'est la première fois que ce sujet a été inclus dans les Conclusions concertées de la Commission⁷².

⁷² http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/csw57/CSW57_Agreed_Conclusions_%28CSW_report_excerpt%29_F.pdf

ACTIVITÉS À VENIR

Nous ferons pression sur le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) pour qu'il émette une recommandation générale qui définisse et reconnaisse les obligations des États envers toutes les formes de violence à l'égard des femmes liées à la technologie.

APC va publier une recherche innovante sur les poursuites judiciaires, les politiques pour les utilisateurs et les meilleures pratiques des entreprises du secteur privé (notamment les plates-formes de médias sociaux, les fournisseurs de service internet et les entreprises de télécommunications) pour garantir la sécurité des femmes et des filles en ligne. Les résultats comporteront 25 études de cas de sept pays de l'hémisphère Sud et une étude sur les politiques de Facebook, Twitter et YouTube.

Défense des droits humains des femmes

APC participe activement au Groupe de travail sur les réponses d'urgence de la Coalition internationale des femmes défenseurs des droits humains (CIFDDH – WHRDIC en anglais)⁷³ pour renforcer la sensibilisation aux questions liées aux droits sur l'internet et notamment en matière de sécurité numérique, avec les 28 organisations membres du réseau.

De la même façon qu'APC avait réussi à influencer la politique pour la défense des droits des femmes en ligne, APC a réussi avec la CIFDDH son plaidoyer sur la sécurité en ligne pour les femmes défenseurs des droits humains au Conseil des droits de l'homme. Les questions de sécurité numérique et de violence à l'égard des femmes liée à la technologie ont notamment été incluses à la résolution de l'Assemblée générale sur les femmes défenseurs des droits humains. Pour citer le point 69 (b) de l'ordre du jour de la troisième Commission

⁷³ defendingwomen-defendingrights.org

du comité à la promotion et la protection des droits de l'homme : questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales, pour la protection des femmes défenseurs des droits de l'homme, lors de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies :

Consciente du fait que les violations, atteintes et violences commises au moyen de technologies de l'information contre les femmes, en particulier les femmes défenseurs des droits de l'homme, comme le harcèlement en ligne, le cyberharcèlement, les violations de la vie privée, la censure et l'intrusion dans les comptes de messagerie électronique, les téléphones portables et autres appareils électroniques, en vue de discréditer ces femmes ou d'inciter à commettre des violations et atteintes à leur encontre, constituent un problème croissant et sont la manifestation d'une discrimination sexiste systématique qui appelle des réponses efficaces conformes aux droits de l'homme,

Enjoint aux États d'agir avec la diligence voulue pour prévenir les violences et les atteintes dirigées contre les femmes défenseurs des droits de l'homme, et pour mettre fin à l'impunité en garantissant que les auteurs, qu'ils soient des acteurs étatiques ou non, de violations et d'atteintes, notamment de violences sexistes, commises en ligne ou par d'autres voies, soient jugés rapidement par un tribunal impartial⁷⁴.

Prendre le contrôle de la technologie pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes

Réapproprie-toi la technologie! (TBTT – Take Back the Tech!) poursuit sa croissance, multipliant les interactions, la réflexion et ses alliances. Plus important, l'action de TBTT, basée sur un mélange de plaisir, d'expression, d'étude et de pensée féministe critique en matière d'in-



Des activistes ont peint un mural dans leur quartier de Bogota sur le thème de la fin de la violence à l'égard des femmes.

PHOTO : Colnodo

ternet, a permis de diversifier le type de personnes militant pour la campagne, qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes, d'activistes ou de simples personnes, tous préoccupés par la VEF liée à la technologie, les droits des femmes et les droits numériques.

En 2013, APC a mené deux campagnes mondiales qui ont attiré une grande participation parmi les organisations, les défenseurs et activistes pour les droits des femmes. Le 25 juillet, Réapproprie-toi la technologie d'APC, ONU Femmes et d'autres partenaires ont organisé la Journée Orange #OrangeDay⁷⁵ pour sensibiliser à la violence liée au genre et à l'internet dans le monde⁷⁶. Suite à notre suggestion, ONU Femmes a organisé une campagne de tweets #OrangeDay dans le fuseau horaire de l'Asie, et ce premier #OrangeDay bilingue a obtenu une participation provenant majoritairement d'en-dehors des États-Unis.

La campagne, qui a eu lieu du 25 novembre au 10 décembre, portait sur l'établissement de liens entre le public et le privé⁷⁷, et défendait le droit à la vie privée comme étant un droit humain fondamental et un facteur essentiel de la prévention et de la réponse à la violence à l'égard des femmes. Au cours de la campagne, nous avons étudié la question de la surveillance

75 <https://twitter.com/search/realtime?q=%23OrangeDay>

76 Résumé des tweets disponible ici sfy.co/eNRz

77 <https://www.takebackthetech.net/take-action/2013/11/18>

74 <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/LTD/N13/546/46/PDF/N1354646.pdf?OpenElement>

de l'État⁷⁸ et diffusé la récente résolution de l'ONU sur « Le droit à la vie privée à l'ère du numérique »⁷⁹.

Les différentes campagnes pour Réapproprie-toi la technologie! de partenaires d'APC ont été organisées par World Pulse aux États-Unis, Bytes for All au Pakistan et Colnodo en Colombie. En mars 2013, Bytes for All du Pakistan a reçu l'un des cinq Prix Avon des Communications pour sa campagne locale Réapproprie-toi la technologie! de 2012, en marge de la 57^e session de la Commission pour de la condition de la femme au siège des Nations Unies à New York⁸⁰. La campagne de Colnodo, ¡Dominemos la Tecnología!, a proposé diverses activités en ligne ou non, liées aux arts, aux politiques, à la législation et aux entreprises sociales : 440 personnes y ont participé hors ligne et plus de 5000 en ligne⁸¹.

La campagne 2013 en Colombie a également eu les temps forts suivants :

- Une présentation de la campagne Réapproprie-toi la technologie! et du projet Espaces numériques à la Rencontre nationale sur les TIC pour les entreprises sociales⁸².
- Des activistes ont peint un mural dans leur quartier de Bogota sur le thème de la fin de la violence à l'égard des femmes (voir photo).
- Les actions de Réapproprie-toi la technologie! ont été indiquées sur un calendrier en ligne⁸³.
- Les participants de Réapproprie-toi la technologie! ont créé des mèmes sur les droits numériques et la sécurité en ligne⁸⁴.

78 <https://www.takebackthetech.net/take-action/2013/12/7>

79 http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/68/167&referer=/english/&Lang=F

80 <http://www.apc.org/fr/node/17044>

81 www.dominemoslatecnologia.org

82 encuentro2013.soytic.gov.co/es/agenda-26-de-noviembre

83 <https://www.takebackthetech.net/image/dominemos-la-tecnologia-calendar>

84 <https://www.facebook.com/photo.php?fbid=563755327037574&set=a.489650844448023.1073741829.489029427843498&type=1&theater>

ACTIVITÉS À VENIR

En 2014, APC fera une campagne spéciale de Réapproprie-toi la technologie! en mai, juin et juillet pour appeler les acteurs du secteur privé à être plus responsables et s'assurer que leurs plates-formes ne soient pas le lieu de violences basées sur le genre. Le site de campagne de TBTT sera considérablement modifié, pour devenir un outil de plaidoyer sur la VEF et la technologie tout au long de l'année et non plus uniquement pendant la campagne annuelle.

S'engager contre la misogynie dans les médias sociaux, et gagner

La campagne Réapproprie-toi la technologie! d'APC a été sollicitée pour faire partie des premiers signataires et partenaires de la campagne #FBrape⁸⁵ en mai 2013, qui mettait en avant le rôle de Facebook face aux contenus violents à l'égard des femmes et l'appelaient à agir pour répondre aux plaintes des utilisateurs à ce sujet. Elle a sollicité les publicitaires dont les produits figuraient sur les pages Facebook de profils violents et sexistes, ainsi que leurs consommateurs. Cette campagne a généré des débats sur la liberté d'expression et une analyse de la VEF en ligne en matière de droits humains. APC a participé à travers des recommandations spécifiques concernant la conservation de l'anonymat, une meilleure sensibilisation au genre et une formation sur la VEF pour le personnel de soutien de Facebook, une plus grande transparence dans les décisions concernant les dénonciations de contenus offensants, et des actions à suivre lorsque des femmes dénoncent des menaces de violence directes à des représentants de Facebook.

En réponse, certains publicitaires ont déclaré publiquement leur engagement à mettre fin aux abus et ont appelé Facebook à répondre aux plaintes de VEF. À peine dix jours plus tard,

85 www.womenactionmedia.org/2013/07/03/update-on-fbrape-campaign-progress

Facebook a rencontré les organisateurs de la campagne pour donner leur réponse et s'est engagé à évaluer et remettre à jour ses politiques, lignes directrices et pratiques concernant le discours haineux, à améliorer la formation pour ses modérateurs de contenus, et mieux responsabiliser les créateurs de contenus à caractère misogyne⁸⁶.

Mettre fin à la violence : Droits des femmes et sécurité

Les sept partenaires d'APC pour le projet « Mettre fin à la violence : Droits des femmes et sécurité en ligne » sont devenus des points de référence dans leurs communautés et des experts en termes de violence liée à la technologie. Qu'ils aient aidé des survivantes à documenter et dénoncer leur situation ou qu'ils les aient formées aux façons d'assurer leur sécurité en ligne, ils sont à même de saisir les enjeux de la sécurité numérique dans le cadre général d'une analyse des droits des femmes, leurs droits sur l'internet et la gouvernance de l'internet en la matière. Nos organisations partenaires sont non seulement des spécialistes des droits des femmes et des technologies, ils sont également des analystes respectés dans le domaine des politiques de l'internet.

Former les femmes défenseuses des droits humains à la sécurité dans la communication en ligne et les réseaux sociaux

Dans le cadre de la formation sur la sécurité dans les communications en ligne d'APC au Mexique, les défenseuses mexicaines des droits humains ont pu s'inscrire à une formation de quatre jours sur la sécurité dans les communications en ligne et sur les réseaux sociaux. Il arrive en effet qu'en prenant conscience des risques de l'internet pour leur sécurité et leur vie privée,

les femmes, au lieu de se sentir plus autonomes, se sentent plus vulnérables, d'où l'importance d'associer ces deux thèmes lors de la formation. Cette stratégie à double volet a en outre permis de traiter des relations entre activisme en ligne et activisme hors ligne.

Récompensée par le projet d'APC « Mettre fin à la violence : Droits des femmes et sécurité en ligne », la Fondation des femmes centre-américaines basée au Nicaragua a proposé une formation similaire pour 18 activistes des droits des femmes actives, qui provenaient du secteur des maquilas du Guatemala, du Salvador, du Honduras et du Nicaragua. Les capacités de ces participantes ont été renforcées en termes de sécurité et respect de la vie privée en ligne, ainsi que sur l'utilisation efficace de Twitter pour mener une campagne.

ACTIVITÉS À VENIR

APC compte élaborer une trousse à outils sur la sécurité en ligne et la violence à l'égard des femmes liée à la technologie au cours de nos ateliers d'Échanges féministes sur la technologie et de nos formations sur la sécurité numérique.

La technologie pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes

En partenariat avec les membres d'APC Open Institute et AZUR Développement, nous avons réalisé un suivi de la violence sexuelle au Cambodge et en République du Congo sur une plateforme de cartographie à code source ouvert, Ushahidi. Les plates-formes de ces deux pays cartographiaient la violence basée sur le genre dans des zones géographiques spécifiques, mais celle de la République du Congo s'est surtout intéressée à la violence conjugale tandis que celle du Cambodge a étudié les différents types de violence basée sur le genre.

Au départ, le projet avait pour objectif d'encourager les citoyens à dénoncer la violence directement sur la carte Ushahidi par le biais d'ordina-

86 www.womenactionmedia.org/fb agreement

teurs et de téléphones portables. Mais en raison de la connectivité aléatoire et inégale, des difficultés d'accès aux ordinateurs et smartphones et du manque de confiance, ce sont finalement les partenaires de chaque pays qui ont recueilli l'ensemble des données et les ont ajoutées à la carte. La contribution des citoyens, notamment les journalistes et les blogueurs, dont la Ligue nationale des communes⁸⁷ qui avait apporté son soutien à la collecte de données, a de par ce fait été indirecte. Cette dernière organisation a par la suite utilisé la carte comme ressource pour recenser les incidents, suivre visuellement l'étendue de la violence basée sur le genre et avoir accès à des documents sur les politiques et la législation cambodgienne en matière de genre. La plateforme a été localisée et traduite en Khmer pour que les données et les statistiques soient accessibles aux Cambodgiens. Des 379 questionnaires collectés au Cambodge, 319 se trouvent sur la plateforme.

En République du Congo, les problèmes d'accès aux ordinateurs et aux smartphones, la faiblesse et l'instabilité de la connexion et le manque de familiarité avec la plateforme de cartographie ont fait qu'au lieu d'ajouter directement leurs réponses à la carte, les citoyens l'ont simplement visionnée. En tout, 83 cas ont été enregistrés hors ligne, et c'est le personnel d'AZUR qui les a ajoutés sur la plateforme en ligne.

ACTIVITÉS À VENIR

La collecte de cas continuera activement jusqu'en avril 2014. Le plaidoyer basé sur la collecte de données continuera, pour inciter les autorités locales de République du Congo à s'engager à construire un centre où les survivantes de la violence conjugale puissent porter plainte en toute sécurité et recevoir des conseils de santé.

⁸⁷ Les communes ou sangkats en Khmer sont des collectivités locales au Cambodge. La Ligue nationale est l'association nationale des sangkats.

EXPÉRIENCES DE MEMBRES

Un projet contre la violence basée sur le genre au Cambodge nommé pour un prix des Nations Unies



Open Institute se sert de TIC comme la plateforme de cartographie Ushahidi pour recenser la violence en ligne basée sur le genre.

Le projet d'Open Institute pour lutter contre la violence basée sur le genre au Cambodge⁸⁸ a été nommé par un jury international d'experts

en TIC pour entrer au second tour du World Summit Award 2013 parrainé par les Nations Unies, dans la catégorie Inclusion numérique et autonomisation. Le projet était donc admissible pour se mesurer à près de 500 produits et applications exceptionnels de contenus numériques provenant de 168 pays, devant le grand jury du WSA du 29 au 31 août à Tallinn en Estonie, mais n'a malheureusement pas été sélectionné au second tour.

Le projet d'Open Institute, financé par APC, a permis de donner aux principales parties prenantes les outils et le savoir nécessaires pour recenser les incidents de violence en ligne basée sur le genre de manière à ce que le public puisse en prendre connaissance et ainsi mieux sensibiliser à la nécessité d'une intervention immédiate.

⁸⁸ www.youtube.com/watch?v=ahRISyraTIE&list=UUuxEdqGLGnQ-OVcoZlthKcW

5.

RENFORCER LES RÉSEAUX DE LA COMMUNAUTÉ D'APC

Un réseau plus fort et plus engagé que jamais

Les membres d'APC ont une forte incidence à la fois dans leur travail avec les communautés locales et dans leur plaidoyer au sein des processus de politiques de haut-niveau pour leurs communautés. Voilà pourquoi le réseau d'APC est unique. APC ne cesse de renforcer cet aspect par des actions politiques menées conjointement, un renforcement des capacités et une participation aux espaces de politiques. Notre expérience collective et les succès que nous avons obtenus font d'APC un tremplin naturel pour les actions locales et le plaidoyer politique de nos membres.

En 2013, les espaces d'APC multipliaient les discussions sur de nombreuses questions et notamment les politiques de TIC et la gouvernance de l'internet. Les membres d'APC ont contribué à la formulation de positions et de déclarations à plusieurs occasions importantes, avec des soumissions pour les principaux processus de l'ONU, une réponse aux révélations de Snowden et une évaluation du FGI annuel. Les membres ont également utilisé le réseau pour obtenir des commentaires et un soutien pour leurs propres déclarations.

Le niveau d'engagement au réseau et la collaboration pour plusieurs grands projets se sont également avérés sans précédent. Vingt-deux membres ont collaboré au rapport de l'Observatoire mondial sur la société de l'informa-

tion 2013⁸⁹, quatre membres ont participé au FGI d'Amérique latine et Caraïbes, et cinq ont participé au FGI d'Afrique et aux FGI africains régionaux.

APC a organisé, en collaboration avec trois membres, la toute première École africaine sur la gouvernance de l'internet. Sept membres ont collaboré à l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, avec des soumissions du Nigéria⁹⁰, du Pakistan⁹¹, du Mexique⁹², de la Macédoine⁹³ et du Canada⁹⁴. Deux membres ont collaboré avec APC à la 24^e session du Conseil des droits de l'homme et sept membres se sont impliqués dans l'ICANN.

ACTIVITÉS À VENIR

APC rationalise actuellement ses espaces de discussion et ses stratégies pour favoriser la collaboration entre ses membres. Avec l'augmentation du nombre de ses membres, APC devrait obtenir plus de collaboration en matière

89 www.giswatch.org/2013-womens-rights-gender-and-icts
90 Fantsuam, Paradigm Initiative (2013) Op. cit.

91 Réponse à la soumission du Pakistan pour le 24^e Conseil des droits de l'homme sur l'importance d'une gouvernance multipartite de l'internet. <https://www.apc.org/en/node/18573>

92 LaNeta (2013) Op. cit.

93 Groome, A. et Finnegan, S. (juin 2013) *Universal Periodic Review of Macedonia - Joint stakeholder submission*. Afrique du Sud: APC. <https://www.apc.org/fr/node/17906>

94 Finnegan, S. (septembre 2013). Civil Society Statement read by APC to the Human Rights Council on Canada UPR report. Suisse: APC. <https://www.apc.org/en/node/18552>

de politiques et dans d'autres domaines, et sera encore plus visible lors des divers événements et espaces politiques.

Recherche et apprentissage en commun

Notre travail est continuellement guidé par les résultats des recherches menées entre autres par APC, qu'il s'agisse de la promotion des logiciels libres (FLOSS), des initiatives pour améliorer l'accès aux TIC et la connectivité, ou de nos efforts de plaidoyer politique. Comme les années précédentes, en 2013 nous avons poursuivi notre soutien aux initiatives de recherche au sein du réseau, et plusieurs membres d'APC ont mené activement des recherches qui ont alimenté entre autres notre travail en matière de politiques. Sept membres et sept partenaires stratégiques ont travaillé sur des initiatives de recherche d'APC pour la migration au numérique, une enquête mondiale sur les droits sexuels et l'internet⁹⁵ et sur les poursuites judiciaires à l'encontre des politiques d'utilisateurs des entreprises en cas de violence à l'égard des femmes liée à la technologie⁹⁶.

Le Fonds pour les échanges et voyages de membres (METF – Member Exchange and Travel Fund)⁹⁷ a recommencé à fonctionner en septembre 2013. Ce fonds qui vise la promotion de l'apprentissage et du partage au sein d'APC a déjà été sollicité par cinq fois ; il a apporté un soutien au voyage de deux membres et à une réunion de membres en Asie. Douze membres d'APC⁹⁸ en ont bénéficié. Le fonds est financé par les cotisations des membres et il s'agit d'une ressource très appréciée.

95 EROTICS: Projet de recherche exploratoire sur la sexualité et l'internet. <https://www.apc.org/en/projects/erotics-exploratory-research-project-sexuality-and-0>

96 <https://www.apc.org/en/projects/end-violence-womens-rights-and-safety-online>

97 Le nom du fonds a été modifié.

98 WOUNGNET, CIPESA, Voice, Jinbonet, Open Institute, FMA, DEF, BFES, JCAFE, JCA-Net, EngageMedia, Bytes for All.

APC a créé des occasions pour que membres et personnel interagissent et a tiré pleinement parti de toutes les réunions de membres à niveau mondial et régional, des activités de plaidoyer collaboratif, de la participation dans les réseaux et des visites du personnel aux membres. Trois réunions de membres ont été organisées lors du SMSI+10, du FGI Africain et du FGI mondial, pour coordonner la participation du réseau d'APC à ces événements de plaidoyer. La réunion des membres d'Asie a permis quant à elle d'élaborer en une journée un projet de réseau régional. Au total, 28 membres et sept organisations affiliées se sont retrouvés au cours de 16 événements cette année. De plus, cinq membres du personnel sont allés visiter les bureaux de sept membres. Ce sont ces interactions actives sur le terrain associées à un engagement continu en ligne qui ont rendu le réseau d'APC si fort en 2013.

ACTIVITÉS À VENIR

L'équipe de recherche qui travaille sur le projet « Responsabiliser les gouvernements devant la violence basée sur le genre en République du Congo » va publier une brochure sur ses expériences, résultats et recommandations.

Les autres activités de recherche prévues pour 2014 sont les suivantes :

- Publication des résultats de la recherche sur les poursuites judiciaires à niveau national et les politiques/mécanismes de redressement des entreprises, menée dans le cadre du projet Mettre fin à la violence : Droits des femmes et sécurité en ligne (projet EndVAW).
- Recherche sur l'internet et les droits économiques, sociaux et culturels.
- Recherche sur les droits sur l'internet en Inde, en Malaisie et au Pakistan.
- Études de pays s'inscrivant dans le cadre de Frank La Rue en matière de liberté d'expression en ligne.

Communication externe et renforcement des capacités au-delà du réseau

En 2014, à travers notamment notre travail avec les défenseurs des droits humains et le renforcement des capacités en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes (VEF), nous sommes entrés en contact avec des centaines de nouveaux collègues qui ont tiré profit de leur collaboration avec APC et ont apporté de nouvelles connaissances et expériences à nos initiatives. Plusieurs de ces personnes ont depuis rejoint formellement APC en tant que membres individuels (ou affiliés).

Dans le cadre du renforcement de capacités mentionné ci-dessus, 75 femmes de groupes pour les droits des femmes ont suivi une formation en République du Congo, au Mexique et aux Philippines sur l'utilisation des plates-formes de cartographie pour documenter la violence de genre et sur l'utilisation des plates-formes de réseautage social et de l'internet au service de leur plaidoyer pour mettre fin à la VEF. APC a travaillé directement avec 12 organisations partenaires⁹⁹ dans quatre projets qui se servent de la technologie pour lutter contre la VEF.

ACTIVITÉS À VENIR

En juin 2014, APC organisera un grand événement public, Réapproprie-toi la technologie! Nous pensons qu'il permettra d'apporter de nouvelles collaborations au réseau sur la question des TIC à l'ère de la surveillance, et qu'APC sera rejointe par de nouvelles organisations membres, des affiliés et partenaires qui utilisent et fomentent l'utilisation des technologies transformatives libres et durables.

Encourager la collaboration au sein du réseau

2013 a été une année très active en termes de participation des membres d'APC aux activités du réseau. Certains membres ont travaillé à la mise en œuvre dans leurs pays de projets comme EndVAW, la migration au numérique ou la responsabilité des intermédiaires de l'internet, tandis que d'autres ont participé aux activités de plaidoyer pour les droits sur l'internet et la gouvernance de l'internet, comme le processus d'Examen périodique universel du CDH et les forums régionaux et mondiaux sur la gouvernance de l'internet. Plus de la moitié des membres d'APC ont contribué à l'édition 2013 de l'OMSI en tant qu'auteurs de pays. Et un autre groupe de membres a formé une équipe pour conseiller et offrir son aide aux défenseurs des droits humains qui prenaient contact avec APC sur des questions liées à leur sécurité numérique. En tout, plus des deux-tiers de nos membres ont participé activement à des projets d'APC, un taux de participation exceptionnel pour un réseau dont le fonctionnement repose essentiellement sur ses membres.

ACTIVITÉS À VENIR

En juin 2014, la 16^e assemblée générale d'APC aura lieu à Barcelone. Nos assemblées générales sont habituellement l'occasion pour nos membres de fonder de nouvelles collaborations. Il s'agira cette fois de la première assemblée à laquelle nos affiliés, ou membres individuels, seront également présents.

⁹⁹ Huit partenaires pour le projet EndVAW, deux pour le projet EROTICS, un en République du Congo et un au Cambodge.

AUGMENTER LE NOMBRE DE NOS MEMBRES

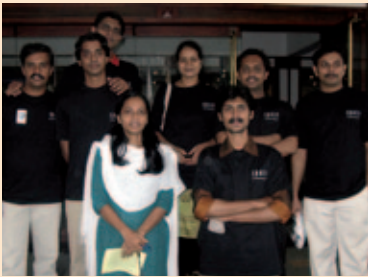
APC a pris deux décisions importantes en 2013 concernant les membres : recruter des affiliés individuels et modifier les critères requis et le processus à suivre pour devenir membre d'APC. Ces modifications nous ont apporté 12 nouveaux affiliés individuels et deux organisations membres, une nette amélioration par rapport à ces dernières années. Nos nouveaux membres constituent de précieux collaborateurs pour notre réseau.

La modification des critères pour accueillir de nouveaux membres a rendu plus accessibles la candidature et le processus d'approbation de nouveaux membres. Les pages publiques des membres d'APC ont été mises à jour ; elles sont disponibles en ligne, ainsi qu'une page complète de questions fréquentes sur la marche à suivre pour devenir membre*.

48

Reporte Anual de 2013

Nouveau membre : Society for Promotion of Alternative Computing and Employment (SPACE)



Space est une organisation formée par une équipe de professionnels et d'activistes sociaux du Kerala en Inde qui rêvent de liberté du savoir. SPACE encourage l'utilisation des logiciels libres dans les universités, pour la gouvernance, pour des usages professionnels et personnels, et pour la création d'emplois. Au Kerala, ils ont largement contribué à l'utilisation des TIC dans les domaines de l'éducation, la radio communautaire, l'accès pour les personnes handicapées, et ils ont joué un rôle fondamental dans la formulation des politiques de TIC du gouvernement du Kerala.

Nouveau membre : Derechos Digitales

Derechos Digitales est une organisation indépendante à but non lucratif et non gouvernementale basée au Chili ; elle a pour mission de défendre et promouvoir les droits humains dans l'environnement numérique. Le travail de Derechos Digitales porte sur la liberté d'expression, l'accès au savoir, la transparence et la démocratie, la protection de la vie privée et des données personnelles, et la protection des consommateurs.



* <https://www.apc.org/es/node/8227>

EXPÉRIENCES DE MEMBRES

enREDando donne une visibilité aux organisations en Argentine



Le site d'enREDando et l'encart dans le journal local.

PHOTO : enREDando

Dans le cadre de son engagement au renforcement des organisations locales de la société civile (OSC) et de l'appui à leurs causes, le travail de Nodo TAU porte sur l'accès à la technologie, le renforcement des capacités et l'amélioration de la visibilité des OSC locales. Nodo TAU redéfinit actuellement ses objectifs pour se centrer sur le troisième de ces objectifs. Le portail enREDando est voué à la diffusion des initiatives des organisations sociales locales.

Le portail reprend les programmes des mouvements locaux pour l'environnement, pour les droits humains et les droits des femmes et il offre des informations sur les politiques nationales et mondiales en matière de TIC. Pour accroître la visibilité sur ces sujets, Nodo TAU organise le contenu d'enREDando dans un encart du journal El Eslabón, un journal local indépendant reconnu pour son engagement envers les droits humains. Les informations provenant de FARCO, la Fédération Argentine des radios communautaires, y est également diffusée.

Ces projets et alliances revêtent une grande importance dans la formation d'un réseau local de médias de communication populaire, l'un des principaux objectifs de Nodo TAU.

Pangea fête son 20^e anniversaire en novembre 2013

Cela fait 20 ans que Pangea travaille pour apporter l'internet et faire connaître toutes ses possibilités aux organisations et mouvements sociaux, favorisant l'utilisation stratégique des réseaux de communication et des TIC pour le développement et la justice sociale.

Au cours du temps, Pangea a connu de nombreux changements et a travaillé avec un grand nombre de techniciens, de collaborateurs, de bénévoles et de partenaires. Pour fêter cela, tout au long des mois de novembre et décembre, diverses activités seront organisées pour revenir sur ces 20 années de travail. Beaucoup de partenaires ont envoyé des souvenirs par courrier électronique et sur le web, d'autres ont également accompagné Pangea à l'atelier sur les réseaux communautaires, la vie privée et la sécurité qui a eu lieu en décembre, pour en savoir plus sur ces questions mais aussi pour porter un toast à ces deux décennies d'efforts partagés.

Pangea a également réalisé des présentations, des manifestations et des ateliers lors de divers événements et conférences en 2013, dans le cadre de sa participation au projet européen CONFINE (Community Networks Testbed for the Future Internet), notamment la Rencontre européenne de développeurs de logiciels libres (FOSDEM) et les Journées européennes 2013 pour le développement à Bruxelles.



Depuis le début, l'équipe de Pangea a fait partie d'APC, partageant ses valeurs et ses expériences.

PHOTO : Pangea

Aller au-devant des ONG rurales en Afrique du Sud



Les dernières initiatives de SANGONeT visent le renforcement des capacités des ONG dans les zones rurales d'Afrique du Sud.

PHOTO : <https://www.flickr.com/photos/nrkbeta>

50

Rapport annuel 2013

Le Réseau sud-africain d'ONG (SANGONeT) est en train de se repositionner pour pénétrer les provinces rurales qui n'ont encore jamais bénéficié des programmes et produits de SANGONeT. La plupart des ONG des zones rurales n'ont pas la capacité de s'engager

sur les plates-formes de TIC ou même d'y participer. C'est pour répondre à ce problème que SANGONeT a créé une section de renforcement des capacités qui se déplace dans toutes les régions pour mener des consultations et des audits de compétences auprès des ONG locales.

Parallèlement à sa stratégie de développement rural, SANGONeT s'est associée à la Coalition sud-africaine d'ONG nationales (SANGOCO) pour organiser un Sommet des organisations à but non lucratif, qui a rassemblé pas moins de 1100 délégués de 529 ONG du pays pendant trois jours. L'une des résolutions adoptées au cours du sommet concernait le développement d'un programme de stages pour une centaine de personnes, dans le but d'apporter un appui aux ONG des zones rurales. Les stagiaires étudieront quelles TIC sont utilisées dans ces ONG, ce qui permettra, selon SANGONeT, d'augmenter la capacité de ces organisations à participer aux plates-formes en ligne et autres outils de croissance.

6.

ENCOURAGER L'ÉGALITÉ DE GENRE ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES, RENFORCER LES « BIENS COMMUNS INFORMATIONNELS » ET LA DIVERSITÉ LINGUISTIQUE



PHOTO : Giulio Zannol <https://www.flickr.com/photos/giuli-o/>

Le plan stratégique 2013-2016 d'APC comprend trois objectifs transversaux prioritaires dans tous les aspects de notre travail. APC est le fer de lance de la société civile en matière d'égalité de genre et d'autonomisation des femmes. L'ensemble de nos publications se trouve sous licence Creative Commons, et beaucoup sont disponibles en anglais, en espagnol et en fran-

çais. Une partie du contenu est localisé et diffusé dans d'autres langues.

APC rejoint une coalition internationale pour lutter contre un accord commercial

La Coalition Fair Deal¹⁰⁰ a été créée en 2013 pour sensibiliser au sujet d'une politique internationale notoire, le Partenariat trans-Pacifique (TPP), dont le contenu a été gardé en grande partie secret en raison de son approche controversée envers la propriété intellectuelle¹⁰¹. Les actions de la coalition ont mobilisé de nombreuses personnes en 2013 autour du concept d'« entente équitable », qui ouvre des marchés aux États membres du TPP sans nuire aux organisations communautaires par la mise en place de protections plus strictes pour les droits d'auteur.

100 ourfairdeal.org

101 www.apc.org/en/node/18775

EXPÉRIENCES DE MEMBRES

Colnodo encourage la présence de langues indigènes dans les TIC avec des outils innovants en Colombie



Avec le projet Hogares Digitales pour les bénéficiaires du programme 100000 Foyers gratuits du gouvernement national, 4533 personnes ont été formées à l'utilisation d'ordinateurs et de l'internet.

PHOTO : Colnodo

Le nouveau portail En Mi Idioma (Dans Ma Langue)¹⁰², conçu par Colnodo, a pour objectif d'augmenter la participation des communautés indigènes de Colombie à la société de l'information et du savoir par le biais des TIC, pour ainsi contribuer à la préservation de leurs cultures, leurs traditions et leurs langues.

En 2013, Colnodo a continué à encourager les formations en TIC, leur appropriation et leur utilisation dans le cadre du projet de TIC national, Vive Digital, en vertu d'une convention avec le Ministère des TIC. Colnodo a participé à une initiative de renforcement des capacités de « Promoteurs des TIC » par formation virtuelle avec la création d'un total de 24 cours dont 20 ont été conçus pour être suivis en auto-apprentissage, deux avec l'aide d'un tuteur, et deux autres avec tutorat mais par streaming vidéo. SoyTIC (« Je suis TIC »), développée et mise en place par Colnodo¹⁰³, est une plateforme du Ministère des TIC dont l'opération, la maintenance, le développement et la promotion encouragent l'accès aux outils innovants en

ligne. Un autre projet mené conjointement entre Colnodo et le Ministère des TIC s'intitule Hogares Digitales (« Foyers numériques »), qui vise à l'introduction de divers outils de TIC pour les personnes qui y participent.

Autonomisation numérique des filles dans l'Inde rurale



La DEF accueille les filles d'une école proche pour leur enseigner l'informatique dans le village de Chandauli.

PHOTO : DEF

Minority Cyber Gram Yojana est un projet pilote national mis en œuvre par la Digital Empowerment Foundation (DEF – Fondation pour l'autonomisation numérique). Ce programme, appuyé par le Ministère indien des minorités, a été lancé à Chandauli, un village de 1300 habitants de l'État du Rajasthan. Avant le début du programme, 90% des villageois de Chandauli n'avaient jamais vu un ordinateur de leur vie. Un centre a été créé pour les introduire dans le monde de la technologie de l'information et de la communication.

Le programme a été bien reçu avec la participation de personnes de tout le village, et notamment de filles. En trois mois, le village comptait 949 utilisateurs inscrits. Comme le centre se trouve près d'une école publique, beaucoup de filles y vont pour apprendre l'informatique après l'école. Les femmes et les filles élargissent leurs horizons et se connectent au reste du monde grâce au centre. Elles utilisent maintenant les comptes

102 www.enmiidioma.org/es

103 www.soytic.gov.co

Facebook, regardent des vidéos sur YouTube et envoient des courriers électroniques. L'école a elle aussi un laboratoire informatique, mais il n'avait pas été utilisé depuis longtemps. Les autorités scolaires projettent maintenant de le moderniser avec l'aide de la DEF.

Publication de vidéos de témoignages de migrants pour le plaidoyer en Malaisie



En aidant les travailleurs migrants à témoigner eux-mêmes par des vidéos, EngageMedia invite à mieux comprendre leurs expériences personnelles pour réduire les stéréotypes et encourager un climat de tolérance.

PHOTO : EngageMedia

En 2013, EngageMedia a collaboré avec Citoyens journalistes Malaisie (CJMY)¹⁰⁴ sur le projet de vidéos pour le plaidoyer Crossroads, dont l'objectif est le développement et le renforcement du plaidoyer et de la capacité à rassembler de la documentation nécessaire aux travailleurs migrants, aux réfugiés, aux apatrides et aux organisations qui leur viennent en aide¹⁰⁵.

La Malaisie est le pays qui accueille le plus de travailleurs migrants en Asie du Sud-Est. Les statistiques du gouvernement indiquent 2,1 millions de travailleurs migrants immatriculés et estiment à 1,3 millions le nombre de travailleurs illégaux à l'intérieur de ses frontières. Cela signifie qu'un travailleur sur trois provient d'un pays étranger en Malaisie.

En un an, 15 travailleurs migrants, réfugiés et apatrides ont reçu une formation. Les témoignages vidéos qu'ils ont produits ont

été compilés et distribués dans une trousse de ressources téléchargeable sur le site d'EngageMedia.

Un service de vérification des faits améliore la qualité du journalisme



Le cœur du service est un site trilingue (macédonien, albanais et anglais) (mediumi.vistinomer.mk/en) qui, ajouté à sa présence dans les médias sociaux, a attiré en un an plus de 10000 fans et abonnés sur Twitter.

En Macédoine la démocratie est en régression, en raison notamment des limitations apportées à la liberté d'expression. Pour permettre aux Macédoniens de contrer la manipulation des médias et d'exiger des informations de meilleure qualité, Metamorphosis fait fonctionner le Service de vérification des faits pour les médias. Ce projet soutenu par USAID a débuté en 2012, avant d'être ouvert au public en 2013. Il connecte les experts des droits humains et les journalistes sur une unique plateforme d'éducation publique qui offre des analyses de productions médiatiques et la révision d'articles individuels par des pairs, selon un examen qui suit une méthodologie basée sur des normes journalistiques. L'internet étant à la pointe de la liberté des médias, le succès du projet provient en partie de la promotion active de la coopération entre journalistes, même entre ceux qui travaillent sous la contrainte et ce qu'il reste de médias indépendants, qui sont encouragés à republier leurs contenus sous licence Creative Commons.

104 cj.my

105 www.engagemedia.org/Projects/crossroads

L'informatique pour les femmes, par les femmes en Inde



Des étudiantes du Collège de femmes LBS, à Trivandrum, en train de pirater un disque dur au HackerSPACE.

PHOTO : SPACE

54

Rapport annuel 2013

Pour fêter ses 10 ans d'activité, SPACE a lancé des programmes pour répondre aux besoins en TIC des femmes, qu'ils soient techniques ou non. Un séminaire et un atelier sur l'utilisation efficace et sans danger de l'internet a été organisé au Collège des femmes du gouvernement à Vazhuthacaud du 11 au 13 novembre 2013. L'omniprésence des technologies de l'information oblige les femmes à prendre conscience de ce que celles-ci signifient pour elles, des nouvelles

opportunités mais aussi des nouveaux défis. Les femmes sont maintenant confrontées à de nouvelles formes de violence commises par le biais des technologies, un problème social malheureusement mal résolu étant donné le côté souvent déconcertant de la violence perpétrée. Voilà pourquoi la principale ambition de ce programme portait sur cette question et la promotion de l'utilisation sans danger des technologies parmi les femmes.

Pour former de futures pirates informatiques parmi les femmes, HackerSPACE, une communauté ouverte lancée par SPACE, a organisé plusieurs formations et ateliers destinés aux jeunes femmes. Les ateliers pour les femmes ont eu lieu dans trois instituts d'éducation technique, et les participantes ont appris le « piratage » grâce à des activités amusantes. Cette initiative a connu un tel succès que pour la dernière édition lors de la Journée Arduino, une étudiante a parcouru plus de 150 km (une grande distance pour l'Inde), venant depuis l'État de Tamil Nadu pour y participer. L'initiative continuera l'an prochain.

GOUVERNANCE

Organisations membres d'APC

APC a 45 organisations membres dans 33 pays



ILLUSTRATION : APC

EN DÉCEMBRE 2013, APC comptait 45 organisations membres et 19 affiliés dans 38 pays, en majorité dans l'hémisphère Sud.

En 2013, deux nouvelles organisations ont rejoint les membres d'APC, et deux membres nous ont quittés. Nous avons également été rejoints par 12 nouveaux membres individuels (affiliés).

AFFILIÉS D'APC

AHM BAZLUR RAHMAN, Bangladesh

AVRI DORIA, États-Unis

EIKO KAWAMURA, Pérou

EMMA READE, France

FLORENCE BAKKA, Ouganda

JAN MALIK, République Tchèque

JAVIER BELLOCO, Argentine

JEANETTE HOFMANN, Allemagne

JORGE ESCOBAR SARRIA, Colombie

MELAKU GIRMA, Éthiopie

MICHAEL GURSTEIN, Canada

MICHAEL JENSEN, Brésil

PONCELET ILELEJI, Gambie

RAFIK DAMMAK, Japon

RASHID SAEED, Soudan

ROLF KLEEF, Pays-Bas

ROXANA GOLDSTEIN, Argentine

SERGE ZIEHI, Guinée

VERA VIEIRA, Brésil

ORGANISATIONS MEMBRES D'APC

AFRIQUE

Afrique du Sud

Community Education Computer Society (CECS)

www.cecs.org.za

Représentant au conseil : Arnold Pietersen

Southern African NGO Network (SANGONeT)

www.sangonet.org.za

Représentant au conseil : David Barnard (jusqu'en mars), Kenneth Thlaka (à partir d'avril)

Ungana-Afrika

www.ungana-afrika.org

Représentants au conseil : Rudi von Staden, Tshupo Thlaku

Women'sNet

www.womensnet.org.za

Représentant au conseil : Eunice Mwesigwa

Cameroun

PROTEGE QV

www.protegeqv.org

Représentants au conseil : Sylvie Siyam, Avis Momeni

Congo, République du

AZUR Développement

www.azurdev.org

Représentants au conseil : Blanche Olga Zissi, Sylvie Niombo

Égypte

ArabDev

www.arabdev.org

Représentant au conseil : Leila Hassanin

Kenya

Arid Lands Information Network (ALIN)

www.alin.or.ke

Représentant au conseil : James Nguo

Kenya ICT Action Network (KICTANet)

www.kictanet.or.ke

Représentants au conseil : Alice W. Munyua, Muriuki Mureithi

Nigéria

Fondation Fantsuam

www.fantsuam.org

Représentants au conseil : John Dada, Kazanka Komfort

Ouganda

Collaboration on International ICT Policy for East and Southern Africa (CIPESA)

www.cipesa.org

Représentants au conseil : Vincent Bagiire, Lillian Nalwoga

Women of Uganda Network (WOUGNET)

www.wougnet.org

Représentants au conseil : Milton Aineruhanga (jusqu'en novembre), Goretti Zavuga Amuriat (jusqu'en novembre), Moses Owiny (à partir de novembre), Dorothy Okello (à partir de novembre)

ASIE-PACIFIQUE

Bytes For All

www.bytesforall.org

Représentants au conseil : Partha Pratim Sarker, Frederick Noronha

Australie/Indonésie

EngageMedia

www.engagemedia.org

Représentants au conseil : Andrew Lowenthal, Alexandra Crosby (jusqu'en janvier), Indu Nepal (à partir de novembre)

Bangladesh

Bangladesh Friendship Education Society (BFES)

www.bfes.net

Représentants au conseil : Reza Salim, Ariful Islam Arman

Voices for Interactive Choice and Empowerment (VOICE)

www.voicebd.org

Représentants au conseil : Ahmed Swapan Mahmud, Farjana Akter

Cambodge

Open Institute

www.open.org.kh/en

Représentants au conseil : Chim Manavy, Kong Sidaroth (jusqu'en janvier)

Corée du Sud

Korean Progressive Network Jinbonet

www.jinbo.net

Représentants au conseil : Oh Byoung-il, Ji-Sung Kim (jusqu'en mai), Eugene Lee (à partir de mai)

Inde

Digital Empowerment Foundation (DEF)

www.defindia.net

Représentants au conseil : Osama Manzar, Shaifali Chikermane

Society for Promotion of Alternative Computing and Employment (SPACE)

www.space-kerala.org/

Représentants au conseil : Raji Praman, Lalitha Prasad

Japon

Japan Computer Access for Empowerment (JCAFE)

www.jcafe.net/english

Représentants au conseil : Onoda Mitoyo, Okabe Kazuaki

Japan Computer Access Network (JCA-NET)

www.jca.apc.org

Représentants au conseil : Fujino Satoshi, Hamada Tadahisa

Philippines

Foundation for Media Alternatives (FMA)

www.fma.ph

Représentants au conseil : Alan Alegre, Randy Tuano

EUROPE

Bosnie-Herzégovine

OneWorld Platform for Southeast Europe Foundation (owpsee)

www.oneworldsee.org

Représentants au conseil : Valentina Pellizzer, Sejla Dizdarevic (jusqu'en janvier)

Bulgarie

BlueLink.net

www.bluelink.net

Représentants au conseil : Pavel Antonov, Antonia Vlaykova

Espagne

Pangea

www.pangea.org

Représentants au conseil : Leandro Navarro, Lorena Merino

Macédoine

Metamorphosis Foundation

www.metamorphosis.org.mk

Représentants au conseil : Bardhyl Jashari, Irina Shumadieva (jusqu'en octobre), Elena Ignatova (à partir de novembre)

Roumanie

StrawberryNet

www.sbnnet.ro

Représentants au conseil : Mihaly Bako, Rozalia Bakó

Royaume-Uni

GreenNet

www.gn.apc.org

Représentants au conseil : Michael Moritz, Liz Probert

Computer Aid International

www.computeraid.org

Représentant au conseil : Anja ffrench (jusqu'en mai), Keith Sonnet (à partir de mai)

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Argentine

Nodo Tau

www.tau.org.ar

Représentants au conseil : Danilo Lujambio (jusqu'en août), Eduardo Rodriguez, Florencia Roveri (à partir d'août)

Wamani

www.wamani.apc.org

Représentant au conseil : Carlos Alvarez

Brésil

Núcleo de Pesquisas, Estudos e Formação (Nupef)

www.nupez.org.br

Représentants au conseil : Carlos Afonso, Graciela Selaimen (jusqu'en juillet 2013), Magaly Pazello (à partir de juillet)

Chili

ONG Derechos Digitales

www.derechosdigitales.org

Représentants au conseil : Alberto Cerda, Paz Peña

Colombie

Colnodo

www.colnodo.apc.org

Représentants au conseil : Julián Casasbuenas, Ariel Barbosa

Costa Rica

Sulá Batsú

www.sulabatsu.com

Représentants au conseil : Kemly Camacho, Adriana Sánchez

Mexique

LaNeta

www.laneta.apc.org

Représentants au conseil : Olinca Marino, Erika Smith

Paraguay

Asociación Trinidad Comunicación, Cultura y Desarrollo

www.radioviva.com.py

Représentants au conseil : Arturo Bregaglio, Mirian Candia Sánchez

Pérou

Centro Peruano de Estudios Sociales (CEPES)

www.cepes.org.pe

Représentants au conseil : Maicu Alvarado, Roberto Bustamante (jusqu'en mars), Gabriela Perona (à partir de mars)

Vénézuela

Fundación Escuela Latinoamericana de Redes (EsLaRed)

www.eslared.org.ve

Représentants au conseil : Edmundo Vitale, Lourdes Pietrosevoli

AMÉRIQUE DU NORD*

Canada

Alternatives

www.alternatives.ca

Représentants au conseil : Michael Lambert, Catherine Pappas (à partir de mai)

Web Networks

www.web.net

Représentant au conseil : Oliver Zielke

États-Unis

LaborNet

www.labor.net

Représentants au conseil : Steve Zeltzer, Erika Zweig

May First/People Link

www.mayfirst.org

Représentants au conseil : Alfredo Lopez, Hilary Goldstein

Institute for Global Communications (IGC)

www.igc.org

Représentants au conseil : Mark Graham, Mitra Ardron

* Mexique non inclus

CONSEIL D'ADMINISTRATION

VALENTINA PELLIZZER, Bosnie-Herzégovine (présidente)

ANDREW GARTON, Australie/Indonésie (secrétaire)

JULIAN CASASBUENAS, Colombie (trésorier)

ANRIETTE ESTERHUYSEN, Afrique du Sud (directrice exécutive)

SHAHZAD AHMAD, Pakistan

GRACIELA SELAIMEN, Brésil

LIZ PROBERT, Royaume-Uni

60

Rapport annuel 2013

ÉQUIPE DU PERSONNEL

GESTION STRATÉGIQUE

Directrice exécutive : Anriette Esterhuysen, Afrique du Sud

Directeur adjoint : Chat Garcia Ramilo, Philippines

Assistante de direction et coordinatrice pour la mobilisation des ressources : Emilar Vushe, Afrique du Sud (jusqu'en février)

Administratrice du Bureau du directeur exécutif : Eunice Mwesigwa, Afrique du Sud (jusqu'en mai)*

Stagiaire IISD : Alexandra Groome, Afrique du Sud (jusqu'en avril)**

Stagiaire : Alexandra Groome, Afrique du Sud (à partir d'avril)**

Bénévole : Philip Mincher (de juin à octobre)**

FINANCE ET RESSOURCES HUMAINES

Directrice financière : Karen Banks, Royaume-Uni*

Adjointe administrative : Eunice Mwesigwa, Afrique du Sud (à partir de juin)*

Comptable : Maya Sooka, Afrique du Sud

Service des finances : Fatima Bhyat, Afrique du Sud

Ressources humaines et service des finances : Misty Tanner, États-Unis d'Amérique*

* Personnel basé à APC, travaillant pour APC ou associé étroitement à des membres d'APC.

** Consultants, bénévoles et/ou personnel temporaire ayant travaillé avec APC en 2012.

COMMUNICATIONS ET CRÉATION DE RÉSEAUX

Directrice des communications et création de réseaux : Mallory Knodel, Canada

Adjointe aux communications : Analía Lavin, États-Unis d'Amérique (à partir de juin)*

Adjointe aux communications : Lisa Cyr, Canada (jusqu'en février)

Coordonnatrice technique et systèmes : Sarah Tomas, Philippines

Adjointe aux communications du Programme des droits des femmes : Flavia Fascendini, Argentine

Coordonnatrice chargée du réseau et des membres : Karel Novotný, République Tchèque

PROGRAMME DES DROITS DES FEMMES

Directrice du programme des droits des femmes : Chat Garcia Ramilo, Philippines (jusqu'en avril), Jac sm Kee, Malaisie (à partir de mai)

Coordonnatrice du plaidoyer des droits des femmes : Jac sm Kee, Malaisie (jusqu'en mai)

Coodonnatrice du projet des droits des femmes: Janine Moolman, Afrique du Sud

Coordonnatrice du projet des droits des femmes : Jennifer Radloff, Afrique du Sud

Coordonnatrice des services PARM et GEM : Dafne Plou, Argentine

Coordonnatrice de GenderIT : Katerina Fialova, République Tchèque

Adjointe au projet des droits des femmes : Erika Smith, Mexique*

Adjointe au projet EROTICS du Programme des droits des femmes : Caroline Tagny, Afrique du Sud (à partir de juin)

Coordonnatrice EROTICS du Programme des droits des femmes : Nadine Moawad, Liban (à partir de juin)

PROGRAMME DE POLITIQUES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION (PPIC)

Directrice PPIC : Valeria Betancourt, Équateur

Coordonnatrice du projet de politique en Afrique : Emilar Vushe, Afrique du Sud (à partir de mars)

Spécialiste en droits humains : Joy Liddicoat, Nouvelle Zélande

Chercheure et administratrice Les droits de l'internet sont des droits humains : Shawna Finnegan, Canada

Spécialiste en accès à l'internet : Mike Jensen, Brésil (à partir de mars)

Coordonnateur du plaidoyer pour les politiques de TIC en Afrique : Mawaki Chango (jusqu'en février)**

Stagiaire Google : Maureen Mwobodo, Nigéria (à partir du 5 août 2013)**

Bénévole : Avri Doria, États-Unis d'Amérique**

* Personnel basé à APC, travaillant pour APC ou associé étroitement à des membres d'APC.

** Consultants, bénévoles et/ou personnel temporaire ayant travaillé avec APC en 2012.

RAPPORT FINANCIER

ÉTAT FINANCIER POUR 2013

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2013		
	2013 (USD)	2012 (USD)
ACTIF	2 038 700	1 513 436
Actif immobilisé	2	346
Équipement	2	346
Actif circulant	2 038 698	1 513 090
Comptes débiteurs	113 709	127 078
Revenu accumulé – subventions	7 800	80 000
Espèces et quasi-espèces	1 917 189	1 306 012
ACTIF TOTAL	2 038 700	1 513 436
RÉSERVES ET PASSIF	2 038 700	1 513 436
Réserves et fonds de placement durables	831 037	738 147
Fonds de placement durables	669 135	576 245
Bénéfices non répartis	161 902	161 902
Passif courant	1 207 663	775 289
Comptes créditeurs	35 465	89 496
Revenu différé de subventions	1 172 198	685 793
TOTAL RÉSERVES ET PASSIF	2 038 700	1 513 436

RÉSULTATS AU 31 DÉCEMBRE 2013		
	2013 (USD)	2012 (USD)
REVENUS	2 292 224	2 072 071
Subventions et contrats	2 002 749	1 761 840
Revenu perçu	289 475	310 231
Revenu des consultations	260 576	257 132
Intérêts	490	761
Cotisation des membres	13 917	20 848
Ventes et divers	14 492	31 490
DÉPENSES	2 199 271	2 119 199
Gouvernance ; élaboration, suivi et évaluation de programmes ; systèmes de gestion	502 265	575 858
Service de développement des communications et du réseau	216 418	206 491
Programme de politiques d'information et de communication	693 200	762 215
Programme des droits des femmes	787 388	574 635
EXCÉDENT / (DÉFICIT) ANNUEL	92 953	-47 128

Remarque : Les informations détaillées figurent dans le rapport sur l'état financier 2013.

BAILLEURS DE FONDS

Affilias Limited

- École africaine sur la gouvernance de l'internet

Africa Technology & Transparency Initiative (ATTI)

- Renforcer la capacité de la société civile pour lutter contre la violence basée sur le genre en RDC et au Congo

Domain Name Commission Limited

- Disco-Tech au Forum sur la gouvernance de l'internet 2013

The Ford Foundation

- EROTICS II : Soutien pour le renforcement du travail de plaidoyer pour la gouvernance de l'internet et l'accès aux informations relatives aux droits et à la santé sexuelle et reproductive

Institut humaniste pour la coopération avec les pays en développement (Hivos)

- Principal contributeur au Plan d'action stratégique 2013-2016 d'APC
- Observatoire mondial de la société de l'information (OMSI) 2012-2013
- Gouvernance de l'internet au MENA
- Donner leur importance à toutes les voix

Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

- Approche axée sur les droits des politiques de l'internet et de la gouvernance pour le progrès des droits économiques, sociaux et culturels

The Internet Society (ISOC)

- École africaine sur la gouvernance de l'internet

Subvention FLOW du Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas (DGIS)

- Femmes qui dirigent la lutte contre la violence liée à la technologie : Pour la défense d'un environnement sain et sans danger pour les femmes et les filles

Collège des utilisateurs non commerciaux (NCUC) de la Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet (ICANN)

- École africaine sur la gouvernance de l'internet

Fondation Open Society

- La migration à la diffusion numérique en Afrique : Quels sont les avantages ? Sensibilisation et renforcement des capacités
- Accès, droits et innovation : Pour une meilleure gouvernance et responsabilité en matière de politique de TIC et de régulation en Afrique, par le biais notamment des espaces blancs de télévision.

Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (Sida)

- Principal contributeur au Plan d'action stratégique 2013-2016 d'APC
- Les droits de l'internet sont des droits humains! L'importance de la liberté d'expression et d'association sur l'internet doit être comprise et respectée dans les espaces de politique mondiaux

Programme suédois pour les TIC dans les régions en développement (SPIDER)

- Amener le gouvernement à assumer sa responsabilité en matière de lutte contre la violence basée sur le genre au Cambodge

Association mondiale pour la communication chrétienne (WACC)

- L'état des droits essentiels relatifs aux communications dix ans après le SMSI : Documenter les perceptions de la société civile pour influencer sur les politiques

COMMANDES ET CONTRIBUTIONS

Fundación Comunica

- Repenser la société de l'information en Amérique latine et aux Caraïbes

Google South Africa (Pty) Limited

- Forum africain de la gouvernance de l'internet
- École africaine sur la gouvernance de l'internet
- Phase II de l'étude préliminaire sur les intermédiaires de l'internet en Afrique
- Soutien/Sponsor du 2è FGI africain à Nairobi au Kenya, octobre 2013

Women Win

- Facilitation de l'atelier de narration numérique
- World Bank Group
- Conception et mise en œuvre du passage à la diffusion numérique au Cameroun

World Wide Web Foundation

- Soutien pour l'administration du programme de petites subventions

SUBVENTIONS 2013 ADMINISTRÉES PAR APC

- Pour KICTANet, octroyée par l'UNESCO (pour la cybercriminalité envers les femmes au Kenya)
- Pour Bytes for All au Pakistan, octroyée par l'Instituto Centroamericano de Estudios para la Democracia Social (DEMOS)* (pour une consultation régionale sur la liberté d'expression en matière de libertés civiles en Asie)

* demosgate.blogspot.com

REMERCIEMENTS

ÉDITRICE DU RAPPORT ANNUEL :

Mallory Knodel, directrice des communications d'APC mallory@apc.org

Nous publions chaque année notre rapport annuel grâce à la collaboration de douzaines de personnes. Nos efforts ont été largement récompensés. Non seulement le présent rapport fait le compte-rendu de notre travail novateur, mais aussi et surtout il est le reflet de notre dédication collective à partager les résultats obtenus.

Nous exprimons notre profonde reconnaissance au personnel d'APC pour leurs contributions : Valeria Betancourt, Anriette Esterhuysen, Mike Jensen, Analía Lavin, Joy Liddicoat, Jan Moolman, Eunice Mwesigwa, Karel Novotný, Maya Sooka, Caroline Tagny et Misty Tanner. Nous remercions également toutes les personnes de l'équipe d'APC pour leur rôle essentiel dans l'élaboration de notre rapport annuel suite à une évaluation interne récente.

L'aspect attrayant de ce rapport est le travail merveilleusement créatif de Monocromo. Un grand merci à Chat Garcia Ramilo pour sa vision d'ensemble si judicieuse, et bien entendu à Lori Nordstrom. Cela fait déjà de nombreuses années que Lori Nordstrom joue un rôle essentiel dans l'élaboration du rapport annuel, et cette année nous n'y serions pas arrivés sans sa contribution tout au long du processus.

Les organisations membres d'APC ont apporté des photographies et des contenus particulièrement efficaces. Cette année, nous sommes heureux d'avoir inclus les expériences de notre réseau avec celles de l'équipe d'APC au lieu de les séparer. Cette configuration nous permet de dresser un portrait plus juste de la façon dont les projets collaboratifs imprègnent notre réseau. Merci pour vos contributions si enrichissantes à :

Anthony Mugo	Grace Githaiga
Feroz Mehdi	Bardhyl Jashari
Arturo Bregaglio	Florencia Roveri
Pavel Antonov	Carlos Alfonso
Gul Bukhari	Paz Peña
Lillian Nalwoga	Chim Manavy
Sara Rengifo	Lorena Marino
Avesta Choudhary	Avis Momeni
Indu Nepal	Kenneth Thlaka
Lourdes Gonzalez Pietrosevoli	Arun Madhavan
John Dada	Rozi Bakó
Nica Dumlao	Marysela Zamora et Farjana Akter.

Nous remercions tous nos membres, affiliés et partenaires qui ont contribué aux importantes répercussions obtenues dans le domaine de l'internet pour le changement social dans le monde.